



DES RÉSULTATS CONCRETS

Rapport de
développement
durable 2016

DES RÉSULTATS CONCRETS

Rapport de développement durable 2016



TABLE DES MATIÈRES

Section I

La durabilité

4

L'UNOPS et la durabilité

8

L'UNOPS dans le monde

10

L'UNOPS en chiffres

Section II

L'UNOPS

14

La raison d'être de l'UNOPS

16

Les activités de l'UNOPS

16

Les services de l'UNOPS

17

La gouvernance, la conformité
et la gestion des risques

18

Les contributions de l'UNOPS

Section III

Les projets de l'UNOPS

22

Acheminer des fournitures
essentielles au Yémen

24

Instaurer un climat de paix

26

Le combat pour éradiquer
la tuberculose se poursuit
au Myanmar

28

Une aide concrète aux victimes
de conflits

30

Réduire la mortalité maternelle
grâce à des technologies vertes
en Afrique de l'Est

33

Améliorer les normes
et pratiques d'hygiène
grâce à des programmes
communautaires axés
sur le changement des
comportements

Section IV

Le personnel de l'UNOPS

36

Le personnel de l'UNOPS

38

Reconnaître l'excellence –
le Prix du projet de l'année

41

Réflexions sur le développement

42

Accélérer le déploiement de
missions de maintien de la paix

44

Les nouvelles voix du
développement

46

Bâtir bien plus que
des infrastructures

Section V

Les partenaires de l'UNOPS

52

Les partenaires de l'UNOPS

54

La réalisation des Objectifs
de développement durable

56

Ensemble, le monde

MESSAGE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'UNOPS

L'année 2016 a présenté de nombreux défis pour la communauté internationale.

Le conflit en Syrie a entamé sa septième année. Le climat d'insécurité s'est aggravé dans des endroits tels que le Soudan du Sud et le Yémen, et le nombre de personnes fuyant les violences a augmenté dramatiquement.

Certains changements positifs se sont également opérés, notamment la perspective du retour de la paix en Colombie, la signature et la ratification par plusieurs pays de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, ainsi que les nombreux engagements pris lors de la conférence Habitat III, à Quito, pour repenser la planification et la gestion des villes.

Les Nations Unies ont quant à elles accueilli un nouveau Secrétaire général. Les Objectifs de développement durable sont également entrés en vigueur, accompagnés d'appels à redoubler d'efforts pour parvenir à leur réalisation.

L'année 2016 a marqué la première année complète de mise en œuvre par la communauté internationale des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.

Ces engagements, qui témoignent de l'importance de la collaboration pour relever des défis communs, constituent la promesse collective d'un monde plus juste et durable pour les générations futures.

Notre objectif est clair : travailler ensemble pour prendre soin de notre planète et de ses habitants. Non seulement nous en avons la possibilité, mais il en est aussi de notre devoir.

Notre « inhabilité à prévenir les crises » est une lacune qu'a relevée le nouveau Secrétaire général António Guterres dans son discours inaugural, et elle souligne l'importance de trouver de nouvelles façons d'unir les forces de l'ONU, du secteur public et du secteur privé.

Dans le monde complexe et interconnecté où nous vivons, l'ONU doit continuer à mettre ses efforts en commun avec ceux d'un nombre croissant de partenaires. Les exigences de notre époque nous imposent de toujours mieux travailler ensemble. La meilleure façon de progresser consiste à déployer des efforts coordonnés mettant à profit les forces d'un large éventail de technologies et de parties prenantes, y compris des intervenants du secteur privé.

L'UNOPS met son expertise au service de la communauté

internationale pour lutter contre les problèmes mondiaux majeurs auxquels est confrontée la société actuelle.

L'organisation assure la gestion de projets, le développement d'infrastructures et des services d'achats, le recrutement et l'affectation d'experts pour la gestion de crises, la gestion financière d'importantes initiatives nationales et internationales pour la santé, ainsi que le soutien de nombreuses interventions humanitaires. Elle offre des services de haute qualité avec l'efficacité et la rapidité du secteur privé.

Ce rapport fait état de différents projets mis en œuvre par l'UNOPS en 2016, notamment des projets liés à la paix et la sécurité en Colombie, en Iraq et au Yémen.

Nous sommes conscients qu'il reste beaucoup de travail à faire.

Le développement durable est l'une des principales priorités de l'ONU à l'échelle mondiale, et j'espère sincèrement que notre détermination à aider les personnes démunies, à protéger notre planète et à combattre les inégalités contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Grete Faremo
Secrétaire générale
adjointe des Nations Unies et
Directrice exécutive de l'UNOPS



SECTION I

LA DURABILITÉ

L'UNOPS ET LA DURABILITÉ

Le présent document constitue le deuxième rapport de développement durable de l'UNOPS et présente les principales réalisations de l'organisation en 2016 ainsi que le travail effectué avec ses partenaires en faveur de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

L'adoption du cadre de l'**Initiative mondiale sur les rapports de performance** (*Global Reporting Initiative* – GRI) permet d'évaluer les effets sociaux et environnementaux des activités de l'UNOPS ainsi que leur contribution au développement durable.

Ce cadre assure l'emploi d'un langage commun pour rendre compte des activités de l'UNOPS en matière de développement durable, et réaffirme l'engagement de l'organisation à comparer ses résultats à des normes internationales.

L'index du rapport de développement durable de l'UNOPS fournit quant à lui des renseignements détaillés sur les données, thèmes et indicateurs utilisés afin d'évaluer les résultats de l'organisation conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

L'UNOPS a la capacité de s'adapter rapidement aux besoins changeants dans les domaines de la paix et la sécurité, de l'aide humanitaire et du développement.

Des ajustements mineurs ont été apportés aux normes d'élaboration de rapports de l'organisation afin de tenir compte de ces changements.

Plusieurs thèmes du rapport de développement durable ont été fusionnés, notamment « travail des enfants » et « travail forcé ou obligatoire », « présence sur le marché » et « marketing et étiquetage » (regroupés sous « stratégie de retrait et clôture de projet »), « performance économique » et « allocation des ressources » (regroupés sous « gestion économique responsable »), ainsi que « évaluation environnementale des fournisseurs » et « évaluation sociale des fournisseurs » (regroupés sous « évaluation des fournisseurs »).

Un thème a en outre été renommé : « investissements et évaluations en matière de droits humains » est devenu « investissements en matière de droits humains ». Enfin, deux thèmes du cadre de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance ont été écartés des nouvelles normes et intégrés à l'approche de gestion de la durabilité, à savoir « impact environnemental des services » et « mécanisme de règlement des griefs ». Par conséquent, le nombre de thèmes pertinents pour l'UNOPS est passé de 31 dans l'ancien cadre à 29 conformément aux nouvelles normes.



L'UNOPS se réfère au cadre de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance pour rendre compte de ses résultats à son Conseil d'administration. Suivant l'adoption de cette norme, différentes activités de l'organisation ont été reconnues comme essentielles au développement durable. En voici quelques exemples.

LA CRÉATION D'EMPLOIS

La création d'emplois au sein des communautés bénéficiaires constitue l'un des meilleurs exemples de l'engagement de l'UNOPS envers la durabilité.

En 2016, plus de 3 millions de jours de travail rémunéré ont été créés grâce à des projets soutenus par l'UNOPS, la plupart dans le domaine des infrastructures.

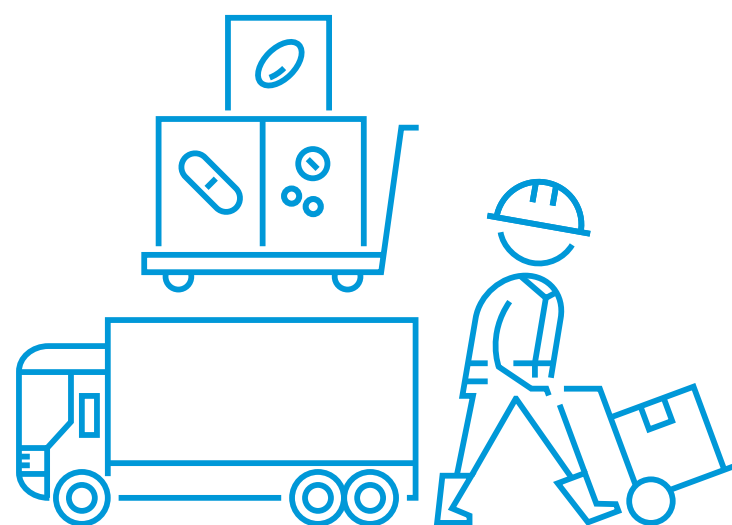
Ces nouveaux emplois favorisent directement et indirectement l'obtention de résultats durables. De plus, le fait de fournir une source de revenus à des travailleurs locaux et de contribuer à leur perfectionnement professionnel au moyen de formations améliore leurs perspectives d'emploi et soutient l'économie locale.



LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'expertise de l'UNOPS en matière d'achats constitue l'un de ses principaux atouts pour contribuer au développement d'économies locales.

En 2016, l'organisation a encouragé une fois de plus les achats locaux dans l'ensemble de ses projets. Au total, plus de 400 millions de dollars de biens et services ont été achetés dans les pays où les projets étaient mis en œuvre. Ces efforts ont permis de diminuer l'empreinte carbone de l'UNOPS en réduisant les émissions liées aux transports, en plus de soutenir directement les économies locales et de contribuer au renforcement des capacités locales et nationales.



LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES

L'UNOPS contribue à la viabilité sociale et au renforcement des capacités nationales en transférant ses connaissances et son savoir-faire à ses partenaires et bénéficiaires.

Que ce soit en matière d'achats responsables ou de construction d'infrastructures résilientes, l'organisation est fière de partager sa vaste expertise fondée sur des meilleures pratiques et normes internationales.

En 2016, l'UNOPS a fourni environ 50 000 jours de services consultatifs techniques à différents intervenants, notamment des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des partenaires de l'ONU et des groupes communautaires. En outre, l'organisation a contribué au renforcement des capacités locales grâce à plus de 10 000 jours de formation.



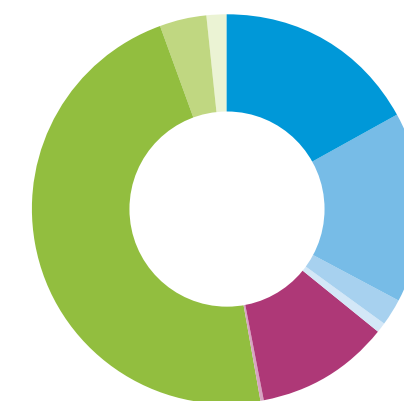
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Atténuer les effets de l'activité humaine sur l'environnement est l'un des fondements du développement durable, d'autant plus que 2016 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle mondiale.

L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. En 2016, les activités de l'UNOPS ont entraîné l'émission de 14 969 tonnes d'équivalent CO₂.

L'unité couramment utilisée pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre, comparativement à 16 753 tonnes l'année précédente.

Toutes les émissions de l'UNOPS sont compensées par des unités de réduction certifiées *Gold Standard* du Mécanisme pour un développement propre et, en 2015, l'UNOPS a atteint la neutralité climatique pour la quatrième année consécutive.



Sources des émissions de l'UNOPS en 2016

Groupe 1

- 17 % véhicules
- 15,8 % combustion de carburant sur les sites des projets
- 2,4 % chlorurofluorocarbène/hydrochlorurofluorocarbène
- 0,8 % fluides frigorigènes

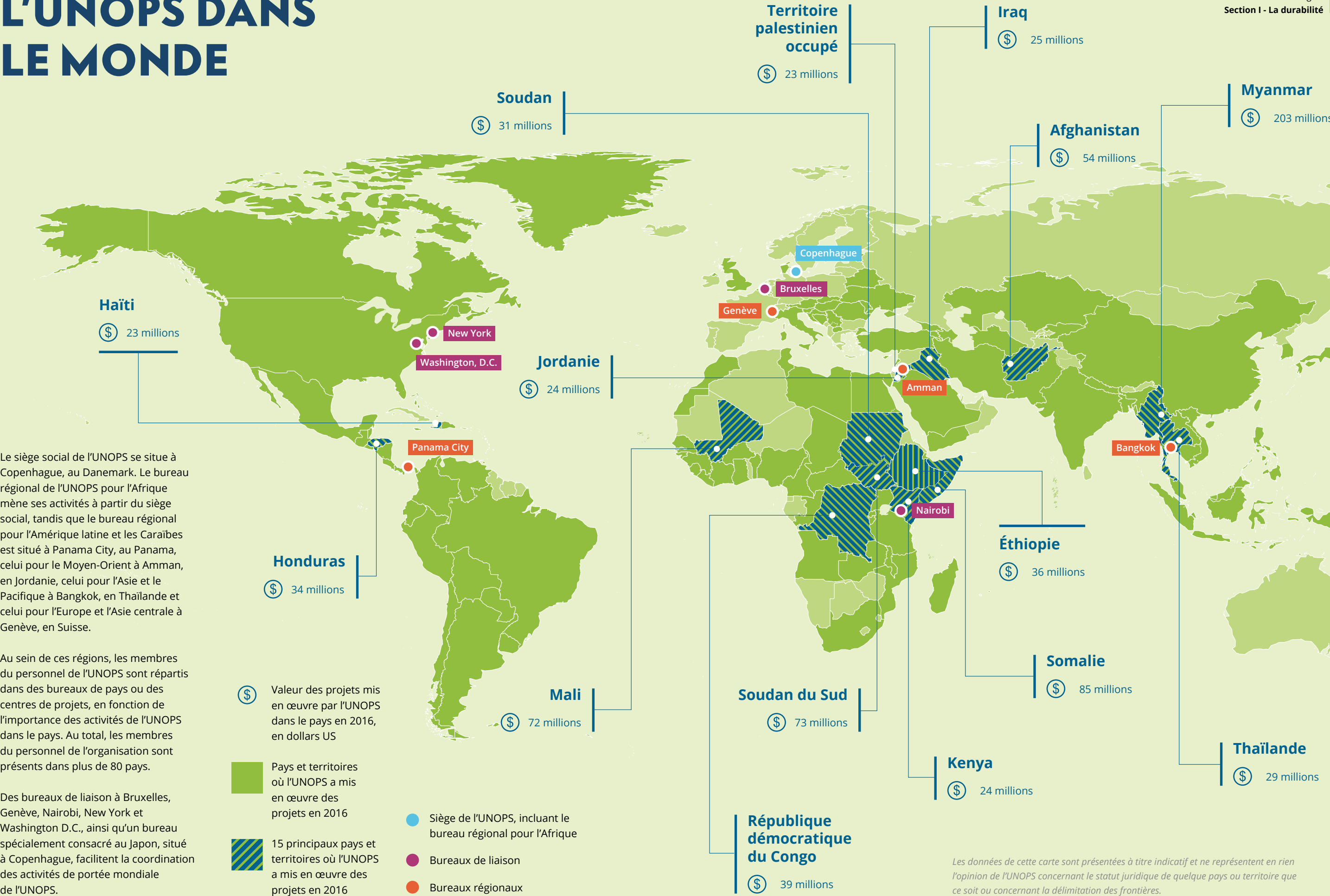
Groupe 2

- 11,1 % électricité
- 0,3 % achat de chaleur/vapeur

Groupe 3

- 47 % transports aériens
- 4,1 % frais de voyage remboursables
- 1,4 % transports publics

L'UNOPS DANS LE MONDE



Le siège social de l'UNOPS se situe à Copenhague, au Danemark. Le bureau régional de l'UNOPS pour l'Afrique mène ses activités à partir du siège social, tandis que le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes est situé à Panama City, au Panama, celui pour le Moyen-Orient à Amman, en Jordanie, celui pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok, en Thaïlande et celui pour l'Europe et l'Asie centrale à Genève, en Suisse.

Au sein de ces régions, les membres du personnel de l'UNOPS sont répartis dans des bureaux de pays ou des centres de projets, en fonction de l'importance des activités de l'UNOPS dans le pays. Au total, les membres du personnel de l'organisation sont présents dans plus de 80 pays.

Des bureaux de liaison à Bruxelles, Genève, Nairobi, New York et Washington D.C., ainsi qu'un bureau spécialement consacré au Japon, situé à Copenhague, facilitent la coordination des activités de portée mondiale de l'UNOPS.

Les données de cette carte sont présentées à titre indicatif et ne représentent en rien l'opinion de l'UNOPS concernant le statut juridique de quelque pays ou territoire que ce soit ou concernant la délimitation des frontières.

L'UNOPS EN CHIFFRES



Plus de
3 MILLIONS
de jours de
travail créés pour
les bénéficiaires



Réduction de près de
2000 TONNES
des émissions de gaz
à effet de serre par
rapport à l'année
précédente



Près de
11 000 PERSONNES
sous contrats de travail
de l'UNOPS



Près de
24 000 MACHINES
et pièces d'équipement
achetées



Plus de
50 000 JOURS
de services
consultatifs techniques



3025 KM
de routes conçues,
construites ou
réhabilitées



50 ÉCOLES
conçues, construites
ou réhabilitées



Plus de
101 MILLIONS
de doses de médicaments
achetées ou distribuées



**74 HÔPITAUX ET
278 CLINIQUES
DE SANTÉ**
conçus, construits
ou réhabilités



Plus de
900 MILLIONS
de dollars de biens
et services achetés



Plus de
400 MILLIONS
de dollars de biens et
services achetés auprès
de fournisseurs locaux



Au total, environ
1,4 MILLIARD
de dollars de projets
de consolidation de la
paix et de la sécurité,
d'aide humanitaire et
de développement mis
en œuvre

SECTION II

L'UNOPS

LA RAISON D'ÊTRE DE L'UNOPS

L'UNOPS fournit une large gamme de services, notamment en matière de conseils techniques et de mise en œuvre de projets.

L'organisation mène ses activités de façon impartiale et peut travailler au sein d'États fragiles et de régions touchées par des conflits, en plus d'apporter des solutions stratégiques à d'importants défis humanitaires et de développement.

L'UNOPS vise à renforcer l'appropriation et les capacités nationales, tout en satisfaisant ou dépassant systématiquement les attentes de ses partenaires et en obtenant les effets les plus positifs possible pour ses bénéficiaires.

La mission de l'UNOPS

consiste à améliorer la qualité de vie des communautés et à aider les pays à instaurer la paix et parvenir à un développement durable.

Les activités de l'UNOPS combinent le respect des valeurs et des principes des Nations Unies avec l'innovation, la détermination, la rapidité et l'efficacité d'une organisation autofinancée.

L'UNOPS répond aux normes internationales les plus exigeantes, tout en les adaptant au contexte local. Par ses actions, l'organisation contribue à relever les grands défis du 21^e siècle.

L'UNOPS propose des solutions pratiques pour aider ses partenaires à sauver des vies, protéger les

populations, assurer le respect des droits humains et bâtir un monde meilleur.

L'organisation désire s'établir en tant que chef de file dans les efforts pour mettre à profit les investissements du secteur privé afin d'apporter des changements sociaux et environnementaux et de répondre aux immenses besoins du développement durable.

L'UNOPS est déterminé à lutter contre les inégalités et à élargir le champ des possibles pour les plus vulnérables. Ainsi, l'organisation œuvre souvent dans des contextes parmi les plus difficiles au monde afin de poser les bases permettant aux communautés de fonctionner et aux personnes de vivre dans le respect et la dignité.

La qualité est au cœur des activités de l'UNOPS et du travail des membres de son personnel.

L'UNOPS gagne la confiance de ses partenaires en tenant compte de leurs exigences et valeurs ainsi qu'en respectant sa promesse de toujours agir dans l'intérêt des personnes démunies.

La vision de l'UNOPS consiste en un monde où tous peuvent vivre pleinement grâce à des infrastructures durables, résilientes et adaptées aux besoins ainsi qu'à l'utilisation transparente des ressources publiques en matière d'achats et de gestion de projets.



.....
Dans une petite ville de Colombie, Denis tient un café qu'elle gère à partir de sa nouvelle cuisine. ©UNOPS/John Rae

LES ACTIVITÉS DE L'UNOPS

L'UNOPS est une organisation autofinancée. Son modèle d'activités est fondé sur la prestation de services qui améliorent l'efficacité des projets humanitaires, de développement, et de consolidation de la paix et de la sécurité.

En 2016, l'UNOPS a fourni des services à hauteur de 1,4 milliard de dollars pour le compte de ses partenaires.

LES SERVICES DE L'UNOPS

L'UNOPS porte une attention particulière à la durabilité et au renforcement des capacités nationales dans chacun de ses domaines d'activités. Son modèle de financement requiert une prestation de service à la fois souple et efficace. Sa structure flexible et sa portée internationale lui permettent de répondre rapidement aux besoins de ses partenaires, tout en leur permettant de réaliser des économies substantielles.

L'UNOPS adapte son soutien aux besoins de ses partenaires. L'organisation peut mettre en œuvre un élément précis d'un projet, fournir des services de conseils spécialisés ou encore gérer l'intégralité de programmes ou projets. Les trois principales gammes de services de l'UNOPS sont :

SERVICES DE MISE EN ŒUVRE

L'UNOPS met en œuvre de manière efficace et économique les projets de ses partenaires en assurant la participation de toutes les parties prenantes.

SERVICES DE CONSEILS

L'UNOPS renforce les capacités nationales dans ses principaux domaines d'expertise.

SERVICES TRANSACTIONNELS

L'UNOPS fournit des services ponctuels de gestion des ressources humaines et de gestion des achats.



Grâce à des nouvelles installations et à de l'équipement neuf, cette policière peut mieux servir les résidents de Katmandou, au Népal. ©UNOPS/John Rae

LA GOUVERNANCE, LA CONFORMITÉ ET LA GESTION DES RISQUES

L'UNOPS révisé régulièrement ses procédures de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de projets, en plus de consigner les leçons apprises, afin de demeurer à l'avant-garde des meilleures pratiques.

En 2016, l'organisation a créé un nouveau cadre de gouvernance, de conformité et de gestion des risques dans le but d'améliorer la gestion de ces procédés ainsi que des risques

associés aux activités de l'UNOPS, notamment dans des contextes difficiles ou dangereux.

Ce nouveau dispositif permet aux équipes de projets et au personnel du siège d'identifier les risques potentiels de projets et de veiller à ce que des mesures d'atténuation soient en place avant de procéder à leur mise en œuvre.

LES CONTRIBUTIONS DE L'UNOPS

L'UNOPS vise à aider ses partenaires dans la réalisation des Objectifs de développement durable, principalement de trois façons :

Faire plus avec moins

L'UNOPS fournit des services de soutien et de gestion performants à l'échelle locale, tout comme à l'échelle mondiale sous la forme de services partagés.

Par exemple, pour le compte du Département des affaires politiques, l'UNOPS gère une équipe d'experts en médiation prêts à intervenir rapidement pour assurer la prévention et la résolution de conflits ainsi que pour prodiguer des conseils techniques à des hauts fonctionnaires et des partenaires des Nations Unies. Les membres de cette équipe possèdent une expertise en négociations sur des thèmes tels que la constitutionnalité, l'égalité des sexes et la diversité, les ressources naturelles, le partage des pouvoirs et les dispositions de sécurité. En 2016, les services de l'équipe ont été requis plus de 100 fois dans environ 30 contextes différents. Le délai de déploiement a été aussi bref que 16 heures à compter du moment de la demande.

Autonomiser les communautés

L'UNOPS aide des pays dans la réalisation d'objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à une expertise technique efficace s'appuyant sur des normes et règles internationales.

Par exemple, l'UNOPS a construit en 2016 deux nouvelles routes en Jamaïque pour le compte du gouvernement mexicain, en adoptant une approche axée sur la main-d'œuvre locale. L'organisation a conçu et construit 1650 mètres de route pour relier environ un million de personnes à des installations de gestion des déchets. Un programme officiel de formation et de certification a été créé pour les ouvriers. L'équipe de l'UNOPS a collaboré avec les dirigeants communautaires en vue de fournir des emplois à près de 300 personnes vivant dans la région, dont 35 pour cent de femmes, créant ainsi 15 000 jours de travail rémunéré.

Mobiliser davantage de ressources

L'UNOPS aide les pays à mobiliser davantage de ressources pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en favorisant les partenariats public-privé. L'UNOPS s'efforce de s'associer à des organismes du secteur privé possédant une expertise complémentaire pouvant soutenir ses activités.

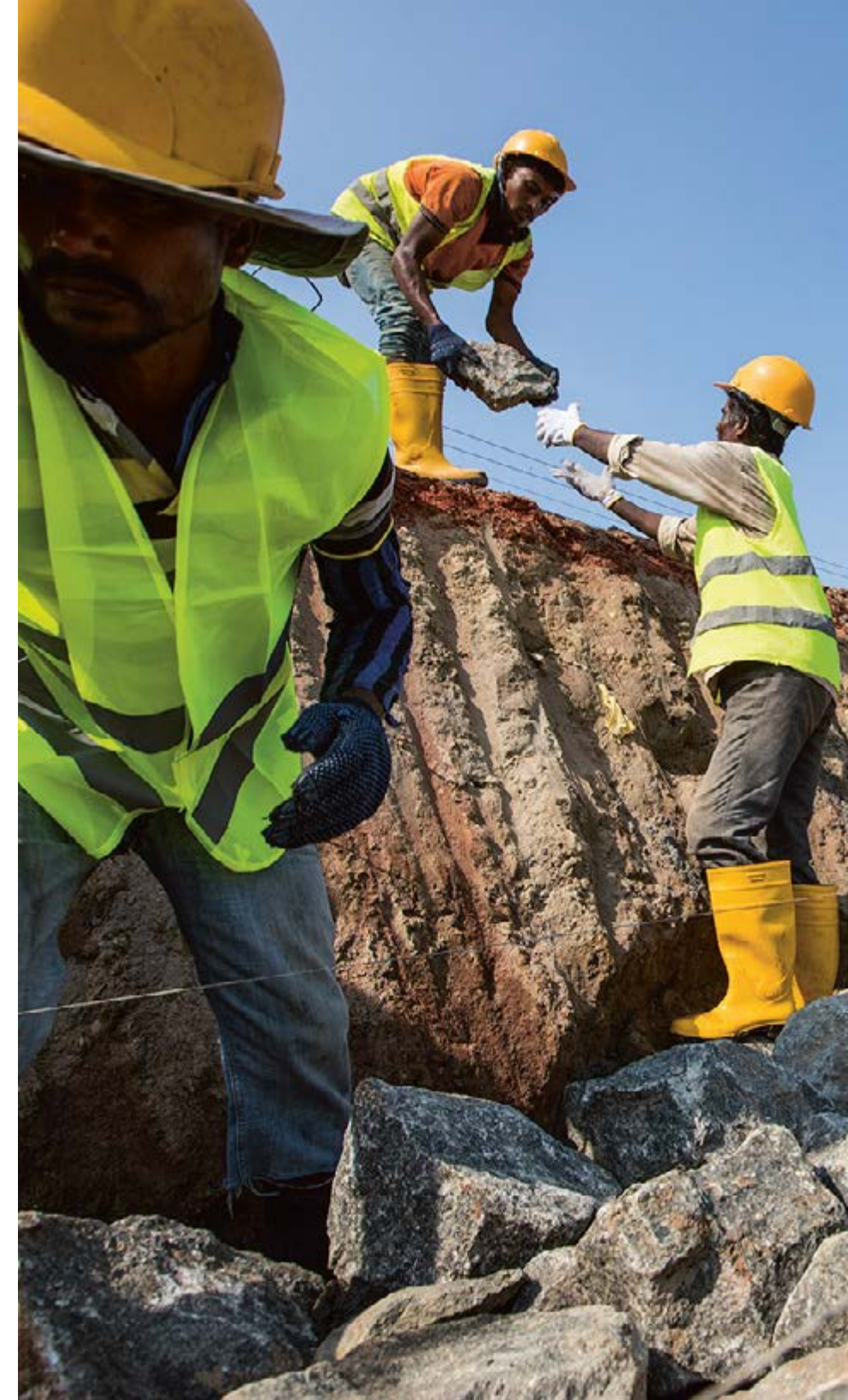
Par exemple, l'UNOPS travaille à la conception et la construction de 17 centres de soins de santé primaires au Myanmar grâce au soutien financier de l'opérateur de télécommunications mobiles Ooredoo. Dans le cadre de ce partenariat, Ooredoo fournira un service Internet haut débit aux établissements de santé construits, ouvrant ainsi la voie à de meilleurs services mobiles qui faciliteront le travail des professionnels de la santé et amélioreront la qualité des soins prodigués aux patients.

La construction d'un système de drainage à Mannar permet de prévenir la montée des eaux et de protéger les maisons au cours de la saison de la mousson à Sri Lanka.
©UNOPS/John Rae

LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX

L'initiative d'investissements sociaux récemment lancée par l'UNOPS constitue un autre moyen d'attirer des capitaux du secteur privé. Cet instrument vise à mobiliser des ressources supplémentaires dans les principaux domaines d'activités de l'UNOPS – les infrastructures, les achats et la gestion de projets – afin de soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable.

La vaste expertise de l'UNOPS et sa présence dans plus de 80 pays en font une organisation toute désignée pour aider les investisseurs et les entreprises à rassembler des capitaux de démarrage pour des projets dans les domaines des infrastructures et des achats. En fournissant des garanties à l'égard des premières pertes pour atténuer les risques liés aux investissements, l'organisation contribue à attirer des investisseurs sociaux qui appuieront la réalisation du Programme 2030.



Nous sommes convaincus que notre soutien dans la construction d'installations indispensables va améliorer les services de santé et profiter aux habitants du Myanmar, en particulier aux plus démunis. »

Rene Meza, directeur général d'Ooredoo Myanmar, lors d'une cérémonie en l'honneur du nouveau partenariat en septembre 2016

Saviez-vous qu'au cours des quinze prochaines années, plus de 4,5 milliers de milliards de dollars devront être investis chaque année dans le développement d'infrastructures afin d'atteindre les Objectifs de développement durable ?

SECTION III

LES PROJETS DE L'UNOPS

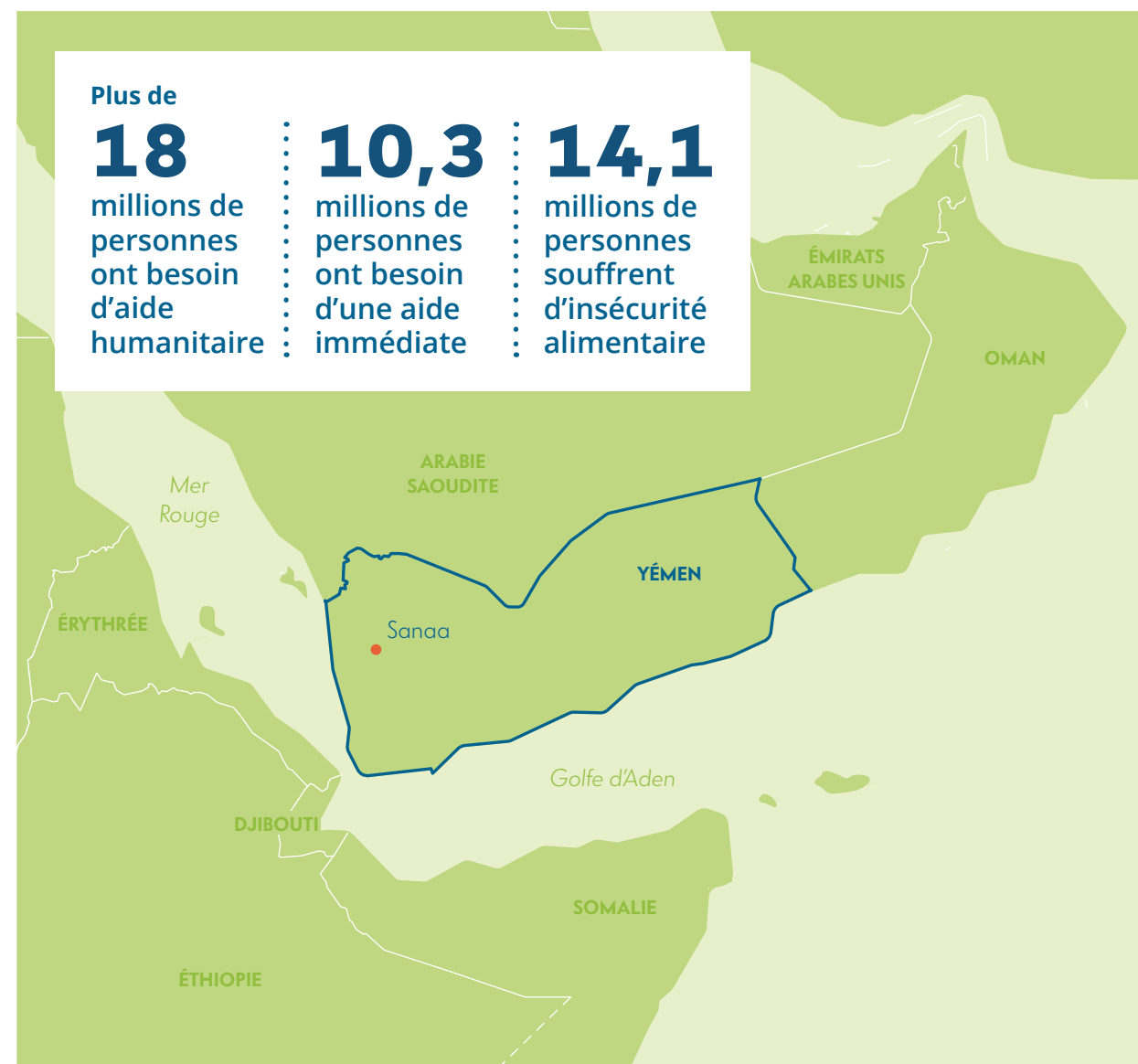
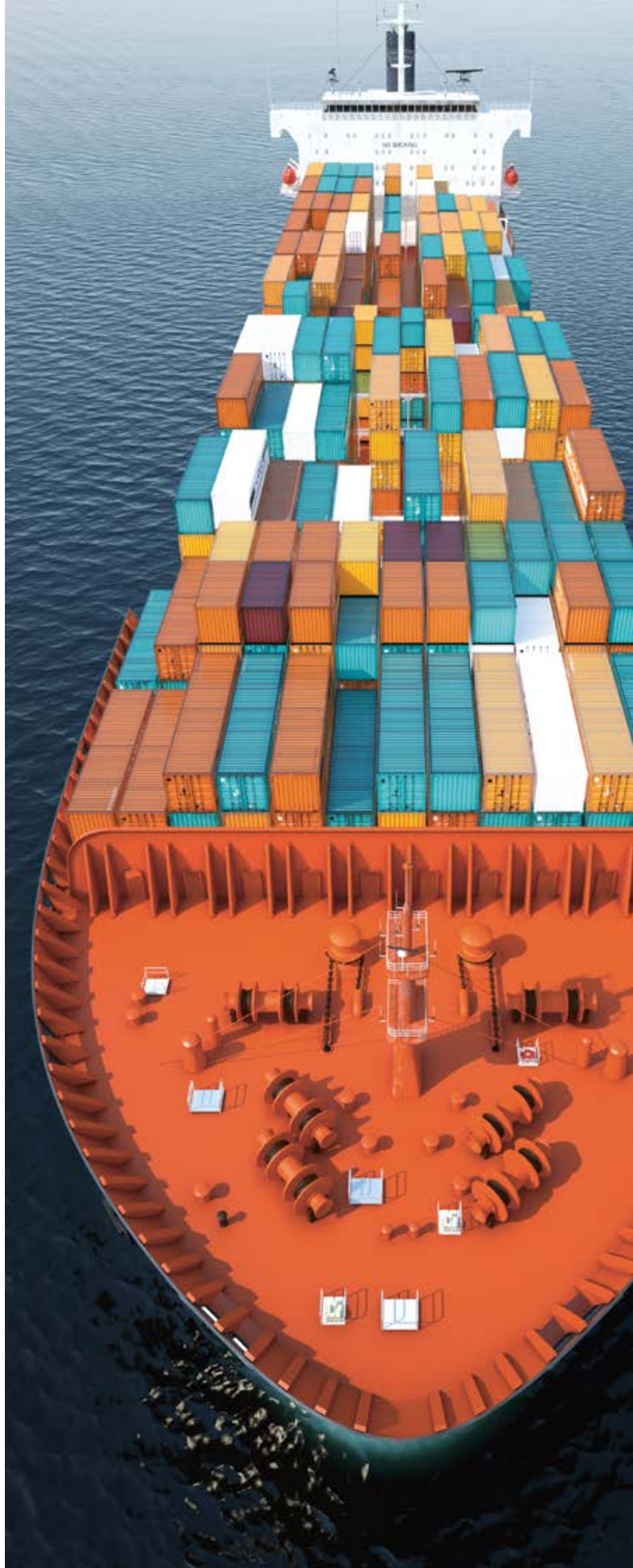
ACHEMINER DES FOURNITURES ESSENTIELLES AU YÉMEN

La situation humanitaire au Yémen continue de se détériorer.

Plus de 18 millions de Yéménites ont besoin d'aide humanitaire, dont 10,3 millions d'une aide immédiate, et 14,1 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire.

Bien que les organisations humanitaires continuent à prêter assistance à ceux qui sont le plus durement touchés par la crise actuelle, la grande majorité des besoins des Yéménites sont satisfaits grâce aux livraisons commerciales arrivant au pays.

À la demande du gouvernement yéménite, des États membres de l'ONU et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNOPS a créé le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies en décembre 2015 afin de faciliter l'entrée de biens commerciaux au Yémen.



En 2016, le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies a permis à des centaines de navires commerciaux d'acheminer des articles essentiels afin de répondre à la crise humanitaire au Yémen. ©Getty Images/3dmentat

Le mécanisme, géré par l'UNOPS, facilite le trafic maritime commercial aux ports qui ne sont pas contrôlés par le gouvernement et veille au respect des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

À la fin de 2016, le mécanisme avait déjà autorisé plus de 370 navires commerciaux à décharger plus de 6,6 millions de tonnes métriques de denrées alimentaires, de carburant et de marchandises générales aux ports de Hodeïda, Ras Isa et Saleef.

En octobre 2016, le Secrétaire général adjoint aux affaires

humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a invité les États membres à continuer de soutenir le mécanisme et à appuyer « enfin quelque chose qui fonctionne ».

En janvier 2017, le Secrétaire général adjoint a appelé les membres du Conseil de sécurité à accroître l'importation commerciale d'articles essentiels, à faciliter l'importation de grues à Hodeïda, à soutenir la réhabilitation du port, ainsi qu'à prolonger le mandat du mécanisme au-delà du mois d'avril.

INSTAURER UN CLIMAT DE PAIX

Près de 50 années de conflits en Colombie ont causé environ 220 000 morts et forcé des millions de personnes à quitter leur foyer. À la fin de 2016, le nombre de personnes déplacées en raison de violences était estimé à 7,2 millions.

Le village d'El Salado illustre parfaitement les événements qui ont bouleversé de nombreuses communautés de Colombie.

Pendant le conflit, la petite communauté du département de Bolívar, dans le nord du pays, a été le théâtre de l'une des pires tueries qu'a connues la Colombie.

Le cimetière témoigne des victimes sans défense de la torture, les maisons et les commerces ont été détruits, le village laissé en ruine et les habitants plongés dans le deuil, fuyant là où ils pouvaient.

Toutefois, un accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement colombien et les rebelles des FARC ouvre aujourd'hui un nouveau chapitre dans l'histoire du pays. Avec le retour de la paix, de plus en plus de personnes déplacées retournent à leurs villages.

Ce déplacement massif de population entraîne cependant des problèmes importants en matière de logement. Plus d'un million et demi de familles vivent dans de mauvaises conditions, que ce soit par rapport à la qualité des matériaux ou à la taille de leur logement, ou encore à la disponibilité des services publics.

Depuis 2015, l'UNOPS travaille en collaboration avec le ministère



Près de
6000
maisons familiales
rénovées par
l'UNOPS

Plus de
60
localités
sélectionnées

Près de
28 000
bénéficiaires

colombien de la Prospérité sociale pour apporter des améliorations à environ 6000 maisons familiales dans plus de 60 localités, un projet bénéficiant à environ 28 000 personnes.

Ce projet fait partie d'une initiative nationale de rénovation de logements du gouvernement colombien, qui se fonde sur les besoins particuliers de chaque famille afin d'améliorer les conditions de vie des communautés.

Les gouvernements locaux travaillent avec les communautés pour identifier les familles qui ont le plus besoin d'aide. L'UNOPS évalue chaque logement selon plusieurs facteurs de durabilité : les familles doivent par exemple être propriétaires de leur logement, et les bâtiments doivent répondre à des normes de sécurité minimales

.....
Le programme d'amélioration de logements est une initiative nationale du gouvernement colombien visant à poser les fondations de la stabilité au pays. ©UNOPS/John Rae



et être situés dans une zone géographique stable.

Les familles qui remplissent les critères reçoivent environ 3000 dollars pour améliorer l'état de leur logement. Cette somme peut servir à améliorer la cuisine, la salle de bains, le toit ou le plancher, ou encore à agrandir le logement.

Des ingénieurs de l'UNOPS et des travailleurs sociaux rencontrent les familles pour concevoir des plans d'amélioration personnalisés. Ce travail s'articule autour des besoins des familles, des priorités sociales et des meilleures options du point de vue architectural.

El Salado est l'une des nombreuses communautés bénéficiant de ce projet. Plus de 70 bâtiments accueillant près du quart de sa population ont été rénovés.

« Ce sont les
petits détails
qui améliorent la
vie des habitants
et la rendent plus
digne. Les gens
ont retrouvé la
confiance et ont
retrouvé espoir.
Ils ont recouvré
un peu de dignité. »

Luis Alfredo Torres Redondo,
chef communautaire
d'El Salado

LE COMBAT POUR ÉRADIQUER LA TUBERCULOSE SE POURSUIT AU MYANMAR

Le Myanmar est l'un des pays les plus fortement touchés par la tuberculose au monde, avec près de 150 000 nouveaux cas recensés chaque année.

Le *Three Millenium Development Goal Fund* (3MDG), un fonds géré par l'UNOPS, travaille en étroite collaboration avec divers programmes nationaux pour appuyer les stratégies de lutte contre la tuberculose et d'autres maladies. Par exemple, le fonds 3MDG gère plusieurs initiatives de dépistage de la tuberculose et de lutte contre la tuberculose multirésistante, notamment à l'aide de cliniques mobiles.

La tuberculose affecte principalement les communautés urbaines défavorisées et les populations migrantes. Le ministère de la Santé et des Sports du Myanmar, en collaboration avec le fonds 3MDG et d'autres

partenaires, envoie des équipes mobiles pour diagnostiquer de nouveaux cas de tuberculose et lutter contre l'épidémie au sein de ces groupes vulnérables. Neuf cliniques mobiles parcourent actuellement le pays.

En 2016, 227 visites ont été réalisées dans des endroits difficiles d'accès ainsi qu'en zones périurbaines. Des équipes mobiles se sont également rendues dans des prisons, des mines et sur différents lieux de travail.

Hlaing Hlaing Htet, 18 ans, a eu la chance de consulter l'une de ces équipes mobiles dans sa ville natale.

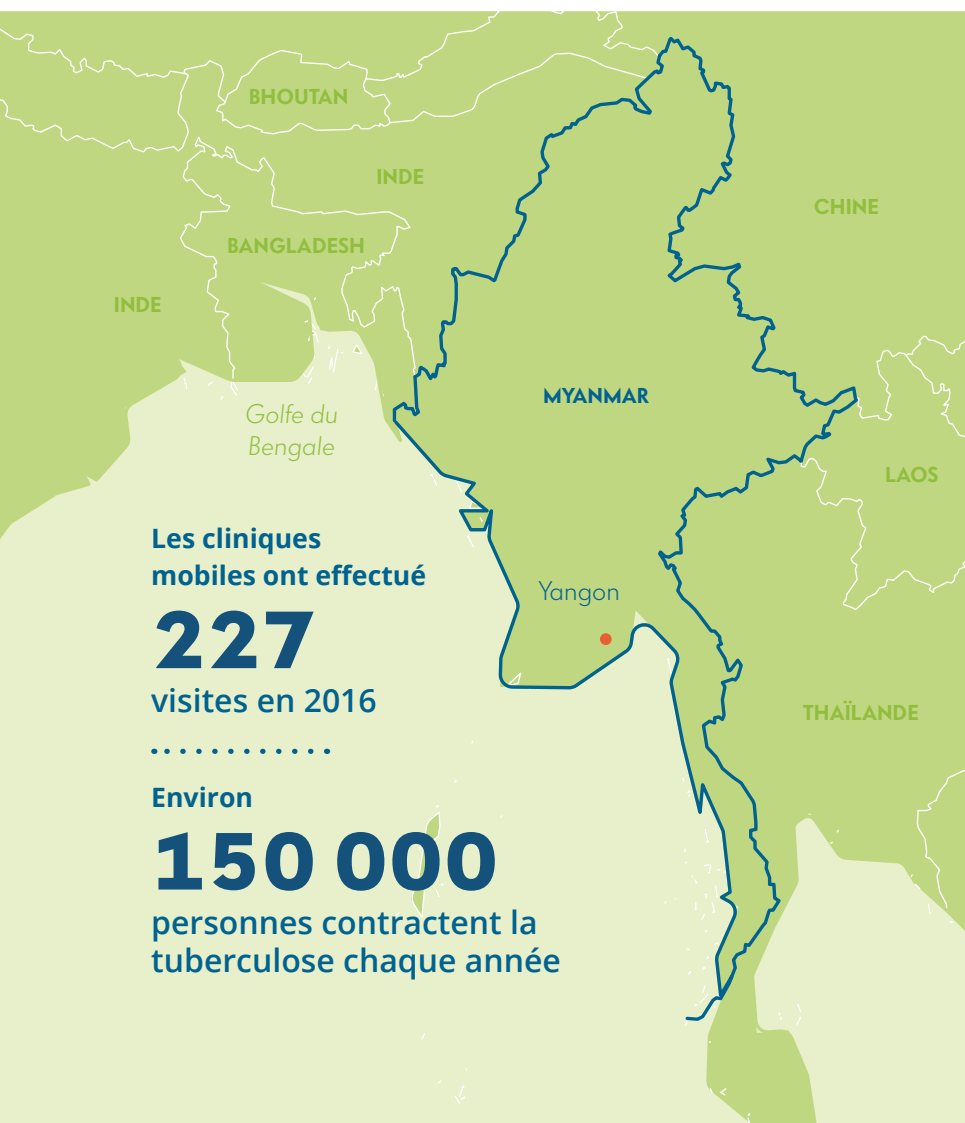
En juin dernier, la jeune femme a commencé à perdre du poids, puis à avoir de la difficulté à dormir en raison de toux et de transpiration incessantes. Sa famille a commencé à s'inquiéter lorsqu'elle a constaté que ses symptômes ne disparaissaient pas.

Son père, qui suspectait qu'elle était atteinte de la tuberculose, l'a emmenée consulter l'une des cliniques mobiles spécialisées dans le traitement de cette maladie. Après avoir confirmé le diagnostic, l'équipe coordonnée par le programme national de lutte contre la tuberculose a immédiatement prescrit à la patiente un traitement de six mois. Étant atteinte de la forme la plus courante de la tuberculose, Hlaing Hlaing Htet a répondu positivement au traitement classique par antibiotiques et n'a ressenti presque aucun effet secondaire.

La vie a maintenant repris son cours normal pour la jeune femme, qui est entièrement rétablie. Elle souhaite aujourd'hui partager son histoire pour sensibiliser d'autres habitants du Myanmar à propos de la tuberculose.

Le 3MDG est le plus important fonds de développement pour la santé au Myanmar. En collaboration avec le gouvernement du Myanmar et d'autres partenaires, il renforce le système national de santé et contribue à aider des millions de personnes comme Hlaing Hlaing Htet. Il vise en particulier à étendre l'accès des populations défavorisées et vulnérables à des services de santé de qualité.

En mettant en commun les contributions de sept donateurs bilatéraux (Australie, Danemark, États-Unis, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union européenne), le 3MDG encourage l'utilisation efficace des fonds de développement. Le budget du fonds en soutien au secteur de la santé au Myanmar s'élève à plus de 279 millions de dollars pour la période allant de 2012 à 2017.



UNE AIDE CONCRÈTE AUX VICTIMES DE CONFLITS

En raison de son lourd passé conflictuel, de la multiplication des attaques rebelles et de la menace persistante posée par les mines et restes explosifs de guerre, l'Afghanistan demeure aujourd'hui l'un des pays les plus dangereux où vivre.

Plus de 11 000 victimes civiles de conflits ont été signalées en 2016, ce qui représente une hausse de trois pour cent par rapport à l'année précédente. Le nombre de civils tués ou blessés par des restes explosifs de guerre a quant à lui augmenté de 66 pour cent par rapport à 2015.

En 2016, les enfants constituaient 84 pour cent des victimes civiles d'accidents causés par des restes explosifs de guerre, ce qui en faisait la deuxième principale cause de décès et de blessures chez les enfants en Afghanistan.

Les conflits peuvent avoir des conséquences importantes sur les familles, qui ont souvent besoin d'assistance pour récupérer physiquement et mentalement ainsi que pour redresser leur situation économique.

Le programme afghan d'assistance civile, appuyé par le Service de la lutte antimines de l'ONU et financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international, fournit une aide à court et à long terme aux victimes admissibles.

Le programme assure la distribution de colis d'assistance contenant des aliments et des articles non alimentaires pour les victimes. Des équipes sont également envoyées sur le terrain pour évaluer les besoins des familles ayant perdu leur principale source de

revenus et pour fournir des services de physiothérapie, d'assistance psychosociale et de réintégration économique.

L'aide fournie par le programme peut changer la vie de nombreuses victimes de conflits.

La vie de Mohammad Khan a beaucoup changé depuis avril 2016, lorsque des combattants talibans ont fait exploser un camion chargé d'explosifs près d'un bâtiment gouvernemental à Kaboul, la capitale afghane, faisant près de 60 morts et plus de 300 blessés, et détruisant l'autobus qu'il conduisait pour gagner sa vie.

Quelques jours après l'attaque, le personnel du programme d'assistance a communiqué avec M. Khan et lui a rapidement offert de l'aide.

Grâce au volet de réintégration économique du programme, M. Khan a pu discuter de façons de créer une nouvelle source de revenus. Puisqu'il possédait des connaissances de base en réparation et rêvait depuis longtemps d'être mécanicien, une équipe l'a aidé à mettre sur pied son propre atelier.

« Je ne voulais pas être un fardeau pour les autres et dépendre de leur charité », explique M. Khan. « Grâce au soutien pour la réintégration économique, je possède maintenant mon propre atelier où je gagne assez d'argent pour faire vivre ma famille. »

Depuis ses débuts en 2015, le programme afghan d'assistance civile a fourni de l'aide à plus de 80 000 victimes et familles dans l'ensemble de l'Afghanistan.

Un physiothérapeute prodigue des soins à un enfant blessé par un engin explosif improvisé dans la province de Helmand, en Afghanistan. ©Service de la lutte antimines de l'ONU

Plus de
80 000
victimes et
familles aidées

Plus de
11 000
victimes civiles
signalées en 2016



RÉDUIRE LA MORTALITÉ MATERNELLE GRÂCE À DES TECHNOLOGIES VERTES EN AFRIQUE DE L'EST

Au Kenya, environ 360 femmes meurent pour chaque tranche de 100 000 naissances, l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde.

Des disparités en matière de santé existent dans l'ensemble du pays. Le comté de Turkana, l'un des comtés les plus pauvres du Kenya, présente un taux de mortalité maternelle presque trois fois supérieur à la moyenne nationale, notamment en raison d'infrastructures inadéquates, d'un taux de fécondité élevé et d'une population nomade.

Des infrastructures sanitaires inadéquates, un manque de personnel infirmier qualifié, un accès restreint à des services de planification familiale ainsi qu'un taux élevé de grossesse chez les adolescentes ne sont que quelques-uns des facteurs qui peuvent entraîner des complications durant la grossesse.

Grâce à des fonds du ministère britannique du Développement

international, et en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'UNOPS s'emploie à lutter contre ce fléau et à renforcer les services de santé maternelle dans certains des comtés les plus durement touchés au Kenya.

Un projet permettra de créer des centres d'excellence afin de réduire les taux de mortalité maternelle et néonatale dans cinq comtés du Kenya : Garissa, Homa Bay, Kakamega, Nairobi et Turkana. Ils assureront un lien entre les hôpitaux et les centres de santé communautaires, et contribueront au renforcement général du système de santé en améliorant les capacités techniques, la qualité des services, la responsabilité ainsi que la coordination.

Le projet prévoit également un ensemble de mesures visant à rehausser la qualité et la durabilité des infrastructures sanitaires dans tout le pays. L'UNOPS a procédé à l'évaluation de 150 centres de santé et à la planification de rénovations pour 98 établissements. Jusqu'à

.....
Une mère à un centre d'excellence soutenu par l'UNICEF utilise la méthode « kangourou » avec son enfant né prématurément, qui requiert d'être peau contre peau. ©UNICEF Kenya/2016/Oloo

présent, cinq cliniques ont été construites et deux centres de santé ont été réhabilités.

L'UNOPS a de plus élaboré des plans pour la modernisation de 42 dispensaires, notamment pour assurer leur approvisionnement en eau et pour les doter de systèmes d'alimentation à énergie solaire permettant de minimiser la consommation d'électricité et de protéger l'environnement. L'utilisation de technologies vertes permet en outre de sensibiliser la population aux changements climatiques et de renseigner les communautés vulnérables sur les différentes façons de s'y adapter.

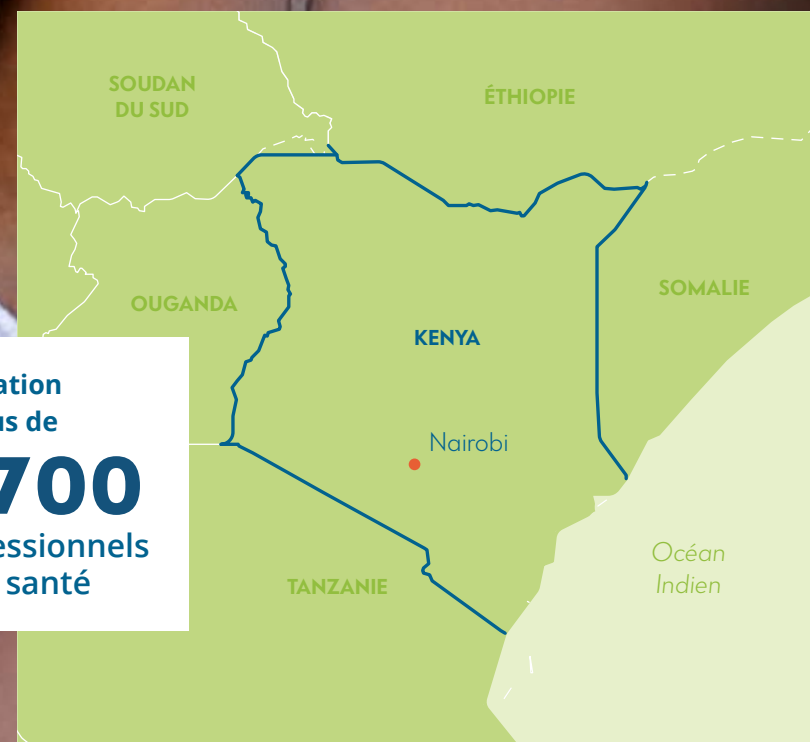
En collaboration avec le ministère de la Santé et l'UNICEF, l'UNOPS contribue également à la formation de personnel infirmier, de cliniciens, d'agents de vulgarisation et de bénévoles. À la fin de 2016, dans le cadre de ce projet de renforcement du système de santé, l'UNOPS avait déjà contribué à la formation de plus de 4400 bénévoles et de plus de 2700 professionnels de la santé.



Évaluation de
150
centres de santé

Formation de plus de
4400
bénévoles

Formation de plus de
2700
professionnels de la santé



Plus de
170
bénévoles
mobilisés
en 2016
.....
100
latrines ont
été renovées
.....
Plus de
3000
personnes ont
été sensibilisées

AMÉLIORER LES NORMES ET PRATIQUES D'HYGIÈNE GRÂCE À DES PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES AXÉS SUR LE CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS

À l'heure actuelle, près de 2,4 milliards de personnes vivent dans des conditions sanitaires inadéquates, et près d'un milliard d'entre elles doivent déféquer à l'air libre. Les maladies diarrhéiques, dues en grande partie à de mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène, sont une cause majeure de malnutrition, de retard de croissance et de mortalité infantile, causant la mort de près de 600 000 enfants de moins de cinq ans chaque année. Des installations sanitaires inadéquates nuisent en outre à l'éducation et à la productivité économique, en plus de porter atteinte à la dignité et à la sécurité personnelle des femmes et des filles.

Depuis 2009, l'UNOPS agit à titre d'organisme hôte du [Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement](#). Le conseil appuie de nombreuses initiatives, notamment des programmes de « formation de formateurs » visant à éduquer les communautés à l'égard de l'hygiène menstruelle, ainsi que des efforts de recherche, de sensibilisation et de coordination visant à améliorer les conditions d'assainissement des communautés les plus vulnérables.

L'une des principales tâches du conseil est la gestion du Fonds mondial pour l'assainissement, qui constitue le premier et seul fonds consacré à l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène. Trop souvent, les programmes

d'assainissement nationaux sont voués à l'échec puisqu'ils sont mis en œuvre de manière isolée par un ministère ou une organisation, sans aucun lien avec les personnes directement touchées par les initiatives. Le Fonds mondial pour l'assainissement estime que l'adoption d'une approche collective fondée sur la participation communautaire est le moyen le plus efficace d'améliorer les conditions d'hygiène.

La méthode « d'assainissement total » utilisée par le fonds favorise la mise en œuvre d'initiatives entraînant des changements de comportements au sein des communautés. À l'aide de cette approche, le fonds conçoit des programmes à grande échelle visant à aider les personnes les plus vulnérables, souvent au sein de communautés isolées. Le message principal véhiculé, à savoir que la défécation à l'air libre amène les individus à ingérer à leur insu leurs propres excréments ainsi que ceux de la communauté, contribue à la construction, l'utilisation et l'entretien de latrines munies d'installations pour le lavage de mains.

Depuis sa création, le Fonds mondial pour l'assainissement a versé plus de 112 millions de dollars afin de soutenir treize pays où la méthode d'assainissement total est à la base de programmes communautaires.

En 2010, le fonds a lancé un premier programme au Népal

dans le cadre de campagnes visant l'assainissement à l'échelle nationale et l'élimination de la défécation à l'air libre.

En 2015, un séisme dévastateur a frappé le Népal, tuant près de 9000 personnes et forçant des centaines de milliers d'autres à quitter leur foyer. La catastrophe a entraîné des dommages considérables, dont la destruction de nombreuses latrines et toilettes.

L'agent d'exécution du fonds au Népal, ONU-Habitat, a mobilisé plus de 170 bénévoles après le séisme. En l'espace d'une semaine, ceux-ci ont contribué à la rénovation de 100 latrines, ainsi qu'à la sensibilisation de plus de 3000 habitants à l'importance de l'hygiène et de l'assainissement.

Cette initiative a permis de relancer des campagnes d'assainissement locales et d'assurer un nouvel accès à des installations sanitaires au sein des districts. Un bénévole a souligné que les habitants d'un village ayant préalablement adopté la méthode d'assainissement total n'ont pas recommencé à déféquer à l'air libre à la suite du séisme, malgré les dommages causés aux toilettes. Il s'agit d'un réel changement de comportement, puisque la communauté a reconnu les avantages d'adopter de bonnes pratiques d'hygiène et s'est abstenue de reprendre des habitudes insalubres.

.....
Au Népal, le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement travaille sans relâche pour inculquer aux communautés de bonnes pratiques d'hygiène, y compris au sein de régions isolées. ©ONU-Habitat Népal



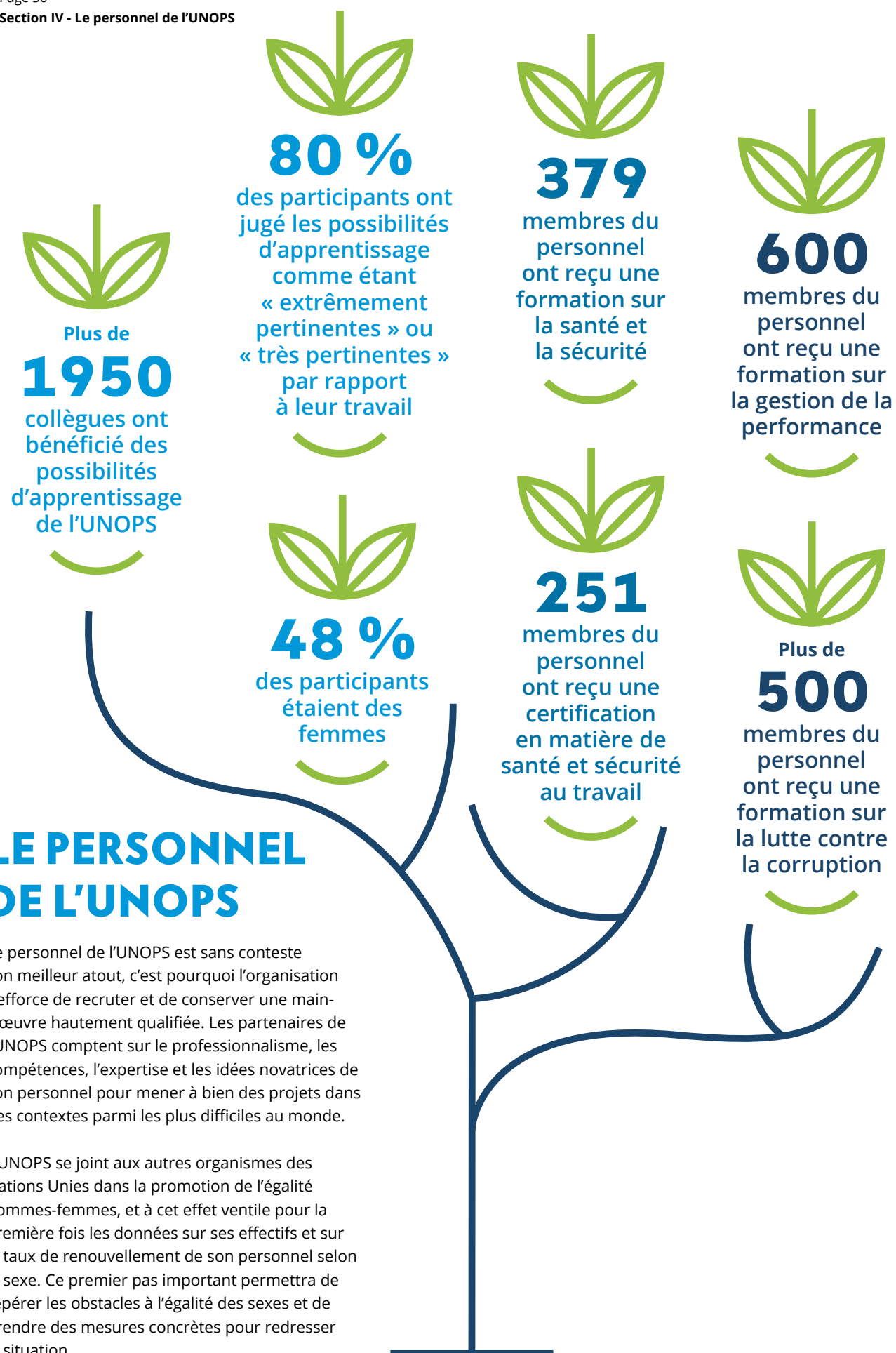
SECTION IV

**LE PERSONNEL
DE L'UNOPS**

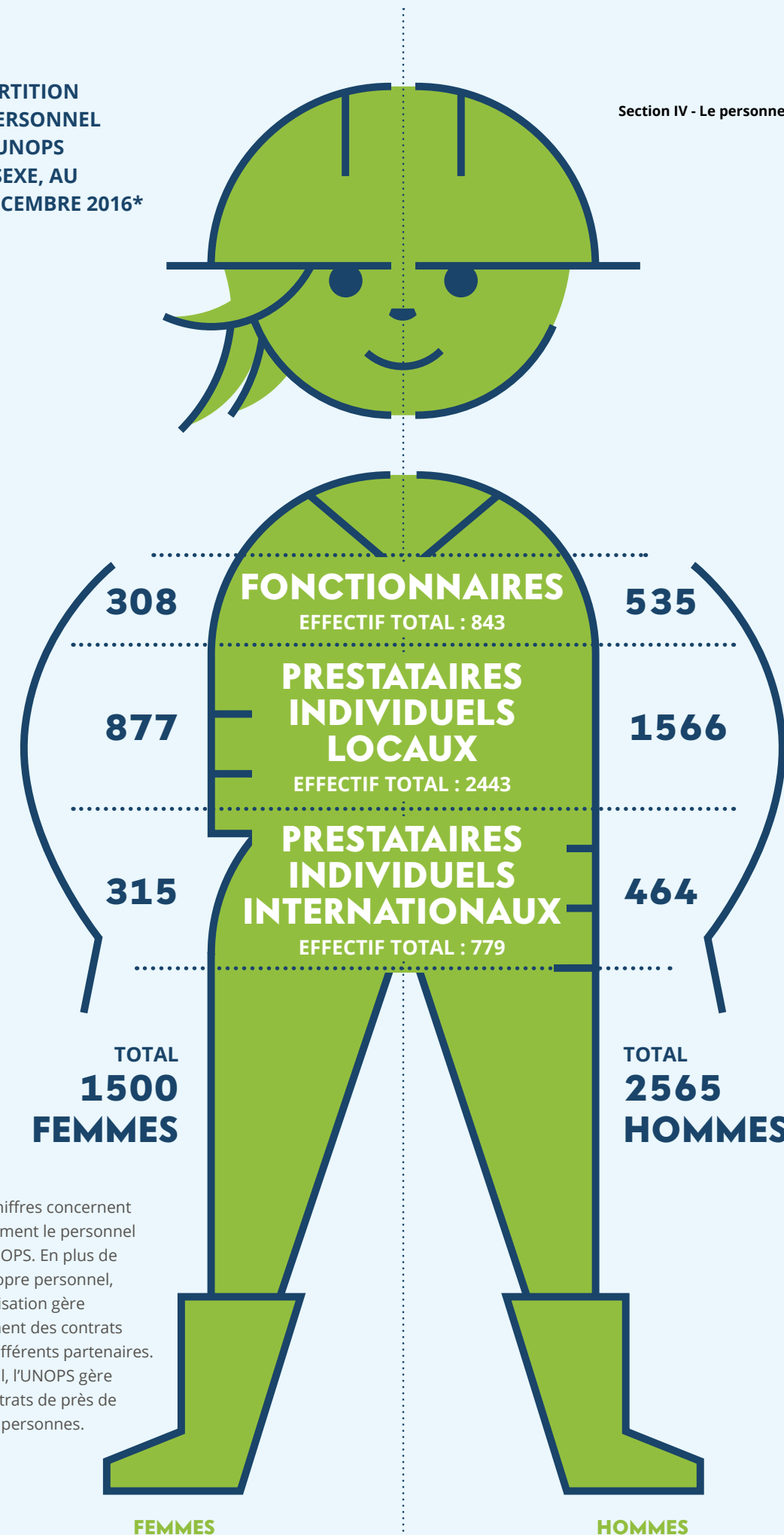
LE PERSONNEL DE L'UNOPS

Le personnel de l'UNOPS est sans conteste son meilleur atout, c'est pourquoi l'organisation s'efforce de recruter et de conserver une main-d'œuvre hautement qualifiée. Les partenaires de l'UNOPS comptent sur le professionnalisme, les compétences, l'expertise et les idées novatrices de son personnel pour mener à bien des projets dans des contextes parmi les plus difficiles au monde.

L'UNOPS se joint aux autres organismes des Nations Unies dans la promotion de l'égalité hommes-femmes, et à cet effet ventile pour la première fois les données sur ses effectifs et sur le taux de renouvellement de son personnel selon le sexe. Ce premier pas important permettra de repérer les obstacles à l'égalité des sexes et de prendre des mesures concrètes pour redresser la situation.



RÉPARTITION DU PERSONNEL DE L'UNOPS PAR SEXE, AU 31 DÉCEMBRE 2016*



*Ces chiffres concernent uniquement le personnel de l'UNOPS. En plus de son propre personnel, l'organisation gère également des contrats pour différents partenaires. Au total, l'UNOPS gère les contrats de près de 11 000 personnes.

RECONNAÎTRE L'EXCELLENCE – LE PRIX DU PROJET DE L'ANNÉE

À L'ÉCOUTE DES PERSONNES DÉPLACÉES EN IRAQ

Le Centre de renseignements pour les personnes déplacées en Iraq, l'un des plus grands projets interagences des Nations Unies en son genre, fournit des informations essentielles à des personnes touchées par les conflits.

Ce service d'assistance téléphonique sans frais vient en aide à des millions de personnes déplacées dans le pays et constitue une ressource centrale tant pour les populations touchées que pour les partenaires humanitaires.

Des téléphonistes qualifiés fournissent des renseignements sur la façon d'obtenir de l'aide humanitaire, qu'il s'agisse de nourriture, d'assistance médicale, de protection de l'enfance,

d'assistance financière ou d'abri temporaire. En fournissant des informations aux organismes d'aide sur les besoins pressants des personnes déplacées, le centre offre un lien vital permettant d'améliorer les interventions humanitaires dans le pays. La ligne d'assistance sert également à signaler des cas de violence sexuelle aux autorités compétentes.

L'UNOPS collabore avec les autorités gouvernementales et des entreprises téléphoniques pour assurer un service fiable dans tout le pays. Tous les appels sont gratuits. Les téléphonistes communiquent avec des habitants des 19 gouvernorats et relaient l'information en arabe, en kurde (sorani et badini) et en anglais.

Le projet est mis en œuvre par l'UNOPS pour le compte de divers

partenaires, notamment le Bureau de la coordonnatrice résidente et coordonnatrice de l'action humanitaire des Nations Unies en Iraq, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, le Fonds humanitaire commun pour l'Iraq, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la Santé ainsi que le Programme alimentaire mondial.

Le Centre de renseignements pour les personnes déplacées en Iraq a été reconnu au sein de l'UNOPS pour sa contribution importante aux efforts pour relever l'un des défis humanitaires actuels les plus urgents. Le centre a reçu de l'UNOPS le Prix du projet de l'année pour son excellente gestion des parties prenantes et des leçons apprises ainsi que pour l'efficacité de sa mise en œuvre.

« Nous donnons une voix aux populations déplacées d'Iraq afin qu'elles puissent poser des questions, demander des explications, signaler de graves problèmes et porter plainte au besoin. Chaque appel est différent. »

Charlotte Lancaster, chef de projet à l'UNOPS



L'Iraq compte environ 4,2 millions de personnes déplacées, ainsi qu'environ

11 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire. L'année 2016 a été marquée par la poursuite des violences dans la région. Le service d'assistance téléphonique reçoit environ 6000 appels par mois. Depuis sa création en 2015, le centre a traité plus de 100 000 appels, dont 23 pour cent provenant de femmes.



Le Centre de renseignements pour les personnes déplacées en

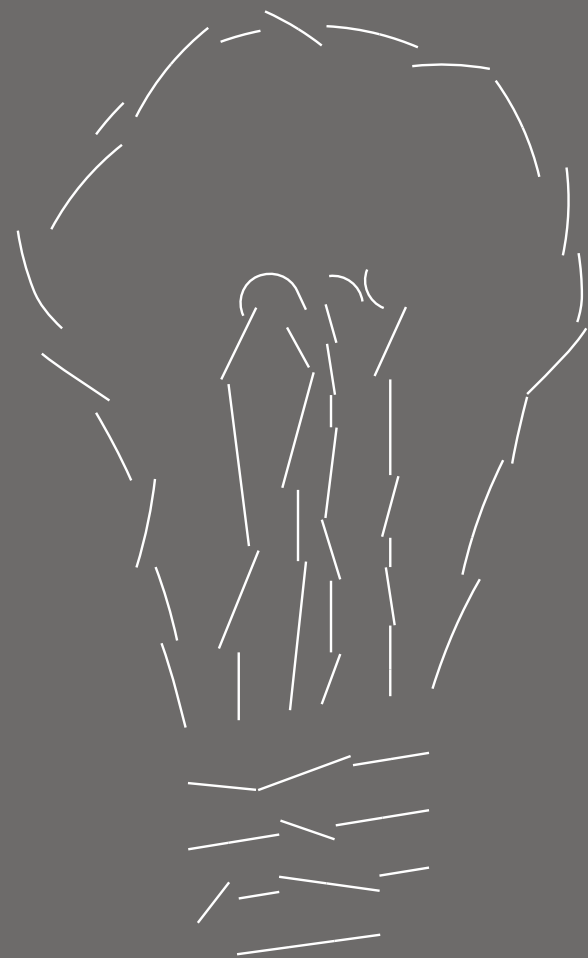
Iraq a été l'objet de la première campagne sur la plateforme de financement participatif de l'UNOPS, lancée en novembre 2016. La plateforme *UNOPS Engage* ouvre la voie à de nouvelles méthodes de financement novatrices telles que les investissements sociaux et le financement participatif.

Une jeune fille attend ses parents à l'extérieur du bureau de l'administration du camp de personnes déplacées d'Harsham, situé dans le gouvernorat d'Erbil, dans la région du Kurdistan d'Iraq. ©Magnum Photos/Newsha Tavakolian pour l'UNOPS

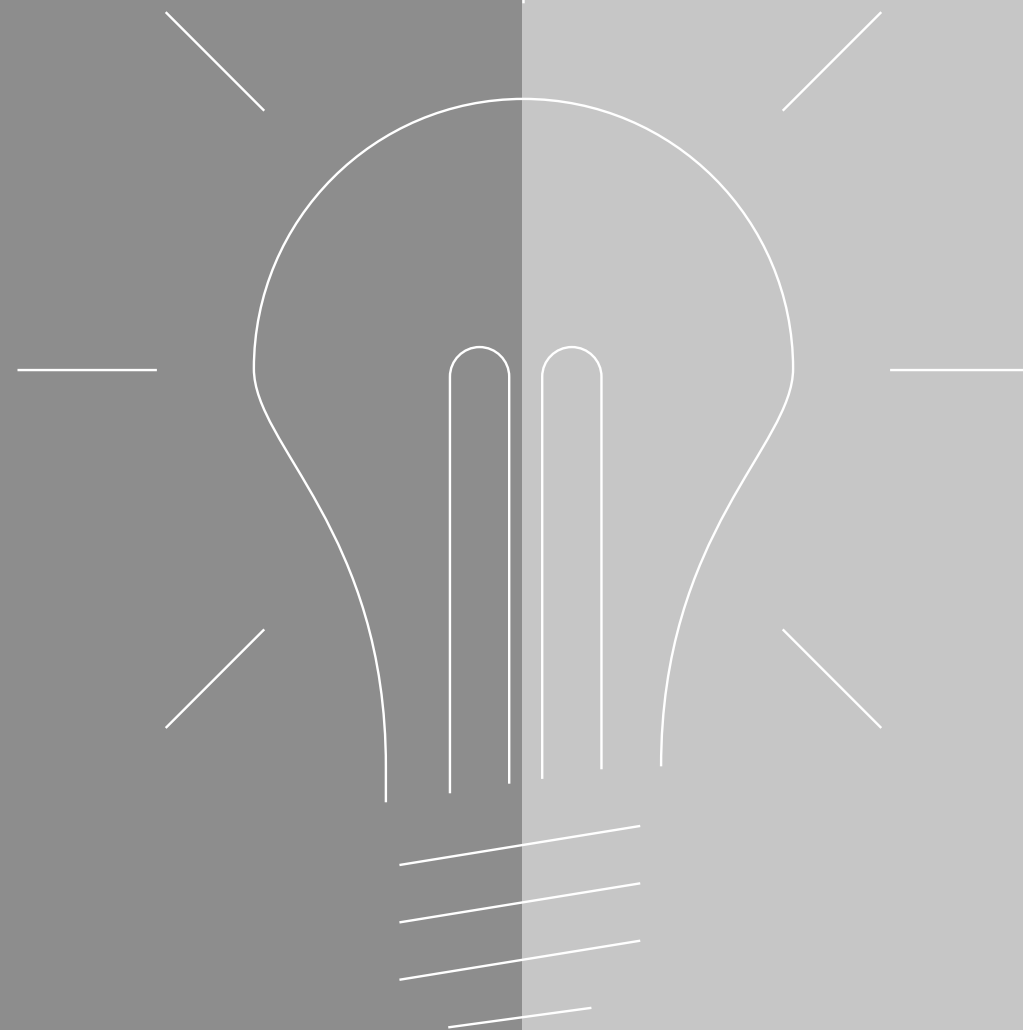




IDÉES



ANALYSES



SOLUTIONS

RÉFLEXIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT

La série « Réflexions sur le développement » rassemble des articles écrits par des experts de l'UNOPS afin de partager leurs connaissances, susciter la réflexion et proposer des solutions pour relever les défis de taille auxquels sont confrontés les domaines du développement et de l'aide humanitaire.



Un Casque bleu de la Mission de l'ONU au Soudan du Sud au cours d'exercices à Pibor, dans l'État de Jonglei. ©ONU/Martine Perret

ACCÉLÉRER LE DÉPLOIEMENT DE MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Les ingénieurs sont souvent les derniers à être déployés lors de missions de maintien de la paix. Voici pourquoi cette situation doit changer.

Par Andrew Reese

En raison de la rapidité à laquelle elles sont déployées après l'éclatement de conflits, les troupes de maintien de la paix ne disposent souvent pas, dans les premiers temps, des infrastructures nécessaires pour mettre en œuvre leur mission et assurer leur sécurité, notamment des camps, des ponts ou des routes praticables. Cette situation est due au fait

que les ingénieurs, qui sont responsables de la conception et de la construction de ces infrastructures, sont souvent les derniers à être déployés sur les lieux d'un conflit.

Étant donné les limites à la taille des effectifs des missions, le déploiement d'ingénieurs se fait souvent au détriment de celui

de soldats d'infanterie. De plus, certains États membres des Nations Unies n'ont tout simplement aucun contingent d'ingénieurs à déployer.

Une solution pour remédier à ce problème consisterait à créer des contingents hybrides rassemblant des ingénieurs de l'armée, du secteur privé et de l'ONU, qui pourraient être déployés partout

À propos de l'auteur

Andrew Reese travaille au bureau de l'UNOPS à New York, où il est responsable de développer et de renforcer les relations de l'organisation avec le Secrétariat de l'ONU ainsi que ses activités dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il a auparavant géré d'importants portefeuilles de programmes pour le compte de l'UNOPS et du Département des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix à Chypre, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Libye, à l'État de Palestine et en Somalie. De plus, en collaboration avec ce département et l'Union européenne, il a soutenu le renforcement des capacités de la Division de la paix et de la sécurité de l'Union africaine.

et en tout temps, et qui complèteraient le travail du personnel de maintien de la paix sans le remplacer.

Les contingents d'ingénieurs pourraient préparer le terrain pour la construction d'infrastructures destinées à l'usage d'organisations régionales et internationales, permettant ainsi au personnel de maintien de la paix de se mettre au travail beaucoup plus rapidement.

En outre, les membres des contingents d'ingénierie pourraient suivre des entraînements tactiques et participer à des activités de mentorat tout au long de leurs missions. Les compétences acquises leur permettraient de contribuer aux missions de maintien de la paix et d'aider les communautés locales, en plus de leur fournir une solide expertise qu'ils pourraient mettre en pratique à leur retour.

après l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité avant de devenir pleinement opérationnelles, un très long délai en temps de conflit. En raison de facteurs géographiques et politiques, les organisations régionales telles que l'Union africaine peuvent déployer des troupes de maintien de la paix plus rapidement que leurs homologues internationales lorsqu'un conflit survient sur leur territoire. Leur déploiement peut s'effectuer presque immédiatement après le début des hostilités, mais malheureusement le personnel déployé dispose rarement de tous les outils pour accomplir ses tâches.

Par exemple, le déploiement de la Force africaine en attente par l'Union africaine lors de conflits en République centrafricaine et au Mali s'est effectué bien avant que l'ONU ne conclue les accords nécessaires avec le Conseil de sécurité et les États membres pour le déploiement de ses troupes.

Cet exemple illustre bien la nature évolutive des opérations de maintien de la paix. On assiste de plus en plus à une décentralisation de la responsabilité, qui est transférée des organisations internationales aux institutions régionales. Par conséquent, les efforts consacrés à la mise en place de contingents d'ingénieurs devraient porter avant tout sur des organisations régionales telles que l'Union africaine.

DE MULTIPLES AVANTAGES À LONG TERME

Les besoins en matière de développement d'infrastructures et de travaux de génie sont plus importants dans de nombreux pays de l'Union africaine que dans le reste du monde. La mise sur pied de contingents d'ingénierie permettrait non seulement d'accélérer les interventions dans les pays touchés par des conflits, mais aussi de développer ou de renforcer les capacités internes d'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe.

Certains aspects doivent bien sûr être clarifiés avant la création des tels contingents d'ingénierie, notamment qui en assurera le financement, quels États membres devraient en être les premiers bénéficiaires, et comment garantir la disponibilité de la machinerie lourde. Sera-t-il possible d'accroître la disponibilité des stocks pour déploiement stratégique ? Faudra-t-il acheter ou louer de l'équipement ?

Répondre à ces questions, quoique nombreuses, est plus facile que de justifier pourquoi des pays continuent de déployer du personnel de maintien de la paix dans des endroits touchés par de graves conflits sans d'abord leur fournir les infrastructures de base dont ils ont besoin.

UNE APPROCHE RÉGIONALE POUR ACCÉLÉRER LES DÉPLOIEMENTS

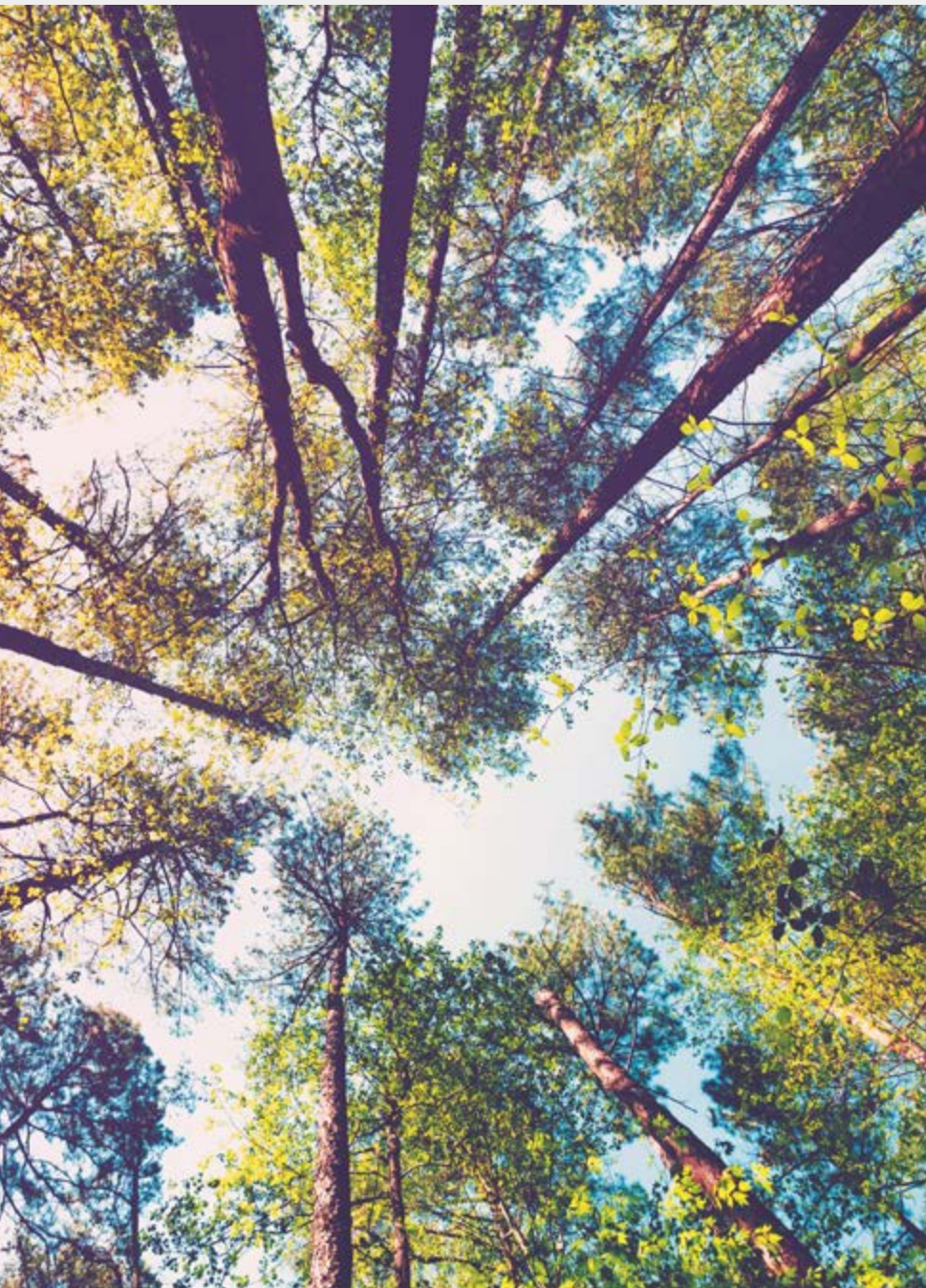
Les prochains projets de l'ONU visant à renforcer les capacités en matière d'ingénierie devraient venir en aide aux États membres d'organisations régionales telles que l'Union africaine. Pourquoi ?

Les missions de maintien de la paix peuvent nécessiter jusqu'à deux ans

LES NOUVELLES VOIX DU DÉVELOPPEMENT

La pauvreté extrême, les inégalités économiques et sociales, les changements climatiques, les catastrophes naturelles et les crises de réfugiés ne sont que quelques-uns des problèmes auxquels est actuellement confrontée la population mondiale.

Par Katrin Lichtenberg



Des mesures efficaces de coopération internationale doivent être mises en œuvre afin de répondre aux grands problèmes mondiaux. Cette tâche s'avère toutefois difficile à accomplir en raison d'obstacles tels que la disponibilité limitée des fonds et les défis politiques et géopolitiques.

À l'heure où la complexité des enjeux mondiaux ne cesse d'augmenter, nous devons examiner sans tarder les solutions possibles à ces défis et déterminer si les initiatives multipartites sont des solutions bien adaptées pour répondre efficacement aux enjeux complexes de développement international.

Les initiatives multipartites sont une forme de gouvernance collective qui rassemble généralement des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des organisations de l'ONU, des organisations non

.....
Le succès des initiatives multipartites s'appuie sur la reconnaissance du fait que le caractère unique de chaque initiative constitue sa plus grande force, et qu'il n'existe donc aucune approche universelle.
©Getty Images/Melpomenem

À propos de l'auteur

Katrin Lichtenberg est la directrice du groupe thématique de l'eau et de l'énergie de l'UNOPS. Depuis le début de sa carrière au sein de l'ONU en 1997 en tant que Jeune experte associée, elle a occupé divers postes à Genève et à Copenhague. Dans le cadre de ses fonctions, Katrin a soutenu la conception et la mise sur pied d'une plateforme de gestion pour le Conseil de consultation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, établi à Genève. Elle participe aujourd'hui à la gestion de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide ainsi que de l'Initiative pour la transparence de l'action climatique.

gouvernementales nationales et internationales, et des intervenants du secteur privé.

Une telle diversité permet à des intervenants n'œuvrant habituellement pas dans le secteur du développement, notamment des fondations et entreprises privées, de faire entendre leur voix et de participer à la coopération internationale.

Le modèle des initiatives multipartites veut que les participants s'engagent à respecter un programme commun avec des objectifs définis, à combiner leurs ressources financières ainsi qu'à compléter et renforcer mutuellement leurs capacités.

Bien sûr, la gouvernance collective n'est pas un concept nouveau. Les initiatives multipartites se distinguent toutefois par le fait qu'elles ne visent pas à remplacer les efforts de développement locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Elles ne visent pas

à leur faire concurrence ou à les rendre inutiles.

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

Le succès des initiatives multipartites s'appuie sur la reconnaissance du fait que le caractère unique de chaque initiative constitue sa plus grande force, et qu'il n'existe donc aucune approche universelle. Ce facteur doit être pris en compte lors de la mise sur pied et la gestion d'initiatives pour le compte de partenaires¹.

Une coopération inclusive est essentielle. Les partenaires doivent s'engager à subordonner leurs intérêts personnels aux objectifs communs. De plus, les rôles et responsabilités de chacun doivent être clairement définis, et l'accent doit être mis sur la participation de toutes les parties prenantes.

De nombreuses initiatives multipartites sont mises en œuvre dans des contextes difficiles,

notamment dans des États fragiles. Plutôt que d'éviter d'œuvrer dans des milieux à haut risque, il convient d'employer des méthodes et un cadre de gestion spécifiques permettant une bonne gestion des risques au quotidien.

Aucune intervention ne peut durer éternellement. Il est donc important de prévoir une stratégie de retrait dès les premières étapes de chaque projet, et de s'assurer que les connaissances partagées, les progrès réalisés et les résultats obtenus sont suffisants avant de prendre la décision de mettre fin à une intervention.

La conception, la mise en place et la gestion d'initiatives multipartites ne sont certainement pas des tâches faciles. Toutefois, étant donné l'importance de ce modèle pour le programme de développement, il pourrait s'agir de la solution idéale aux grands défis de notre époque.

¹ L'UNOPS est fier de soutenir diverses initiatives multipartites, dont l'Initiative pour la transparence de l'action climatique. Dans le cadre de cette initiative, l'UNOPS travaille en collaboration avec deux donateurs bilatéraux (l'Allemagne et l'Italie), deux organisations non gouvernementales (les fondations *Children's Investment Fund* et *ClimateWorks*), une organisation multilatérale (la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques) et des partenaires de mise en œuvre (dont le programme *Verified Carbon Standard*, le partenariat ONU Environnement-Université technique du Danemark, et l'Institut des ressources mondiales). Cette initiative fournit une solide orientation stratégique, une gouvernance adaptée, un ensemble de compétences techniques hautement spécialisées ainsi que des capacités de gestion adaptables afin d'améliorer la transparence des politiques et des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Un homme prend des notes sur le chantier de l'Université pédagogique nationale de la République démocratique du Congo.
©UNOPS

BÂTIR BIEN PLUS QUE DES INFRASTRUCTURES

Sans activité de formation, le manque de compétences à l'échelle locale peut signifier l'échec d'un projet de développement avant même que sa mise en œuvre n'ait commencé.

Par Brendan Keirnan

Les projets d'infrastructures peuvent favoriser la croissance économique dont ont souvent désespérément besoin les pays en développement ou se relevant d'un conflit, mais que dire de l'entretien à long terme des infrastructures une fois le projet terminé ?

Trop souvent, les infrastructures construites dans le cadre de projets de développement se retrouvent en mauvais état à peine quelques années après leur construction. Pour quelles raisons ? En partie parce que les compétences requises pour assurer l'entretien à long terme des infrastructures ne sont simplement pas disponibles localement. Cependant, il est possible d'y remédier en voyant plus loin que la construction

d'infrastructures en soi. Bien entendu, l'idée de transfert de connaissances n'est pas nouvelle dans le milieu du développement, mais elle l'est quand il s'agit d'infrastructures.

Une école, une clinique, un commissariat ou n'importe quelle autre infrastructure ne sera que ruine si les compétences des intervenants locaux ne sont pas également développées. En effet, ce sont souvent ces personnes qui vont ensuite travailler au sein des infrastructures en question, les gérer et les entretenir. Ce sont ces mêmes personnes qui pourraient bénéficier de nouvelles compétences afin que le projet continue à porter ses fruits longtemps après sa clôture.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE À DES ACTIVITÉS DE FORMATION

Un projet de qualité qui répond aux attentes de nos partenaires n'est pas suffisant. Il est tout aussi important de considérer la manière dont un projet est mis en œuvre ainsi que les conditions de vie des personnes que nous souhaitons aider grâce au projet. Les projets peuvent être une force de changement très puissante quand les compétences du personnel, des fournisseurs, des contractants et des partenaires locaux sont renforcées.

Il est important d'incorporer dès le début des projets des activités de formation et des possibilités de



Afin d'assurer le succès à long terme des projets d'infrastructures, il faut veiller à ce que les personnes qui travaillent au sein de ces infrastructures, celles qui les gèrent et celles qui les entretiennent, renforcent également leurs compétences. ©UNOPS/Brendan Keirnan



L'UNOPS a effectué la construction d'un centre de formation pour la police dans l'État de Palestine. ©UNOPS/Brendan Keirnan



développement locales, ainsi que d'encourager la collaboration avec des fournisseurs et contractants locaux en fixant des critères d'achats auxquels ils peuvent répondre.

Au Kosovo², nous avons travaillé avec un entrepreneur local à la création d'une nouvelle prison de haute sécurité. D'une durée de trois ans, le projet a permis d'enseigner des pratiques de planification, de coordination et de gestion plus professionnelles à l'entrepreneur. Nous avons également formé notre propre

équipe locale et l'entrepreneur en matière d'assurance de la qualité, de santé et sécurité et de gestion de l'environnement. La formation n'a pas seulement contribué à l'efficacité de notre projet, elle a aussi permis à l'entrepreneur, grâce à ses nouvelles compétences et à son expérience, de remporter un important contrat pour la construction de l'ambassade des États-Unis à Pristina. Ces compétences et la hausse des perspectives économiques ont des effets positifs à long terme et sont la marque de ce que nos projets peuvent laisser en héritage.

HÉRITAGE ET SENTIMENT DE FIERTÉ

Des solutions novatrices ne suffisent pas à assurer la durabilité des infrastructures, il faut également la participation des personnes qui en seront les utilisateurs. Pour qu'un projet soit un succès sur le long terme, les communautés doivent s'approprier les infrastructures et veiller à leur entretien.

Lorsque nous avons construit un centre de formation pour la police dans l'État de Palestine,

de 2009 à 2012, le directeur du centre a joué un rôle actif à toutes les étapes du projet, si bien qu'il a même choisi les couleurs de chacun des 16 nouveaux bâtiments.

Au cours de la construction du centre, le directeur et son équipe ont été formés aux aspects opérationnels de l'installation. Trois ans après, quand je suis retourné visiter le centre, il était toujours en parfaite condition. Le directeur et son équipe étaient fiers du projet. Ils m'ont raconté que le centre de formation pour la police était comme leur enfant – qu'ils avaient nourri et dont ils avaient permis le développement – et qu'ils en prendraient toujours soin afin qu'il remplisse son objectif : améliorer l'état de droit au sein de la société palestinienne.

À propos de l'auteur

Brendan Keirnan est le directeur du bureau de l'UNOPS à Pristina. Ingénieur civil agréé, il possède 28 ans d'expérience dans la gestion de projets et programmes publics et privés sur plusieurs continents. Il possède également une vaste expérience au sein du système des Nations Unies dans des situations de crise humanitaire, d'après-conflit ou d'après-catastrophe naturelle.

² Cette référence doit être entendue dans le plein respect de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

SECTION V

LES PARTENAIRES DE L'UNOPS

LES PARTENAIRES DE L'UNOPS

L'UNOPS aide ses partenaires à bâtir un monde meilleur en fournissant des services qui améliorent l'efficacité de projets humanitaires, de développement et de consolidation de la paix et de la sécurité partout dans le monde.

Afin de favoriser la réalisation du Programme 2030 et des Objectifs de développement durable, l'UNOPS s'efforce d'encourager des partenariats collaboratifs, en mettant l'accent sur le partage de son expertise en matière d'infrastructures, de gestion de projets, d'achats, de ressources humaines et de services financiers.

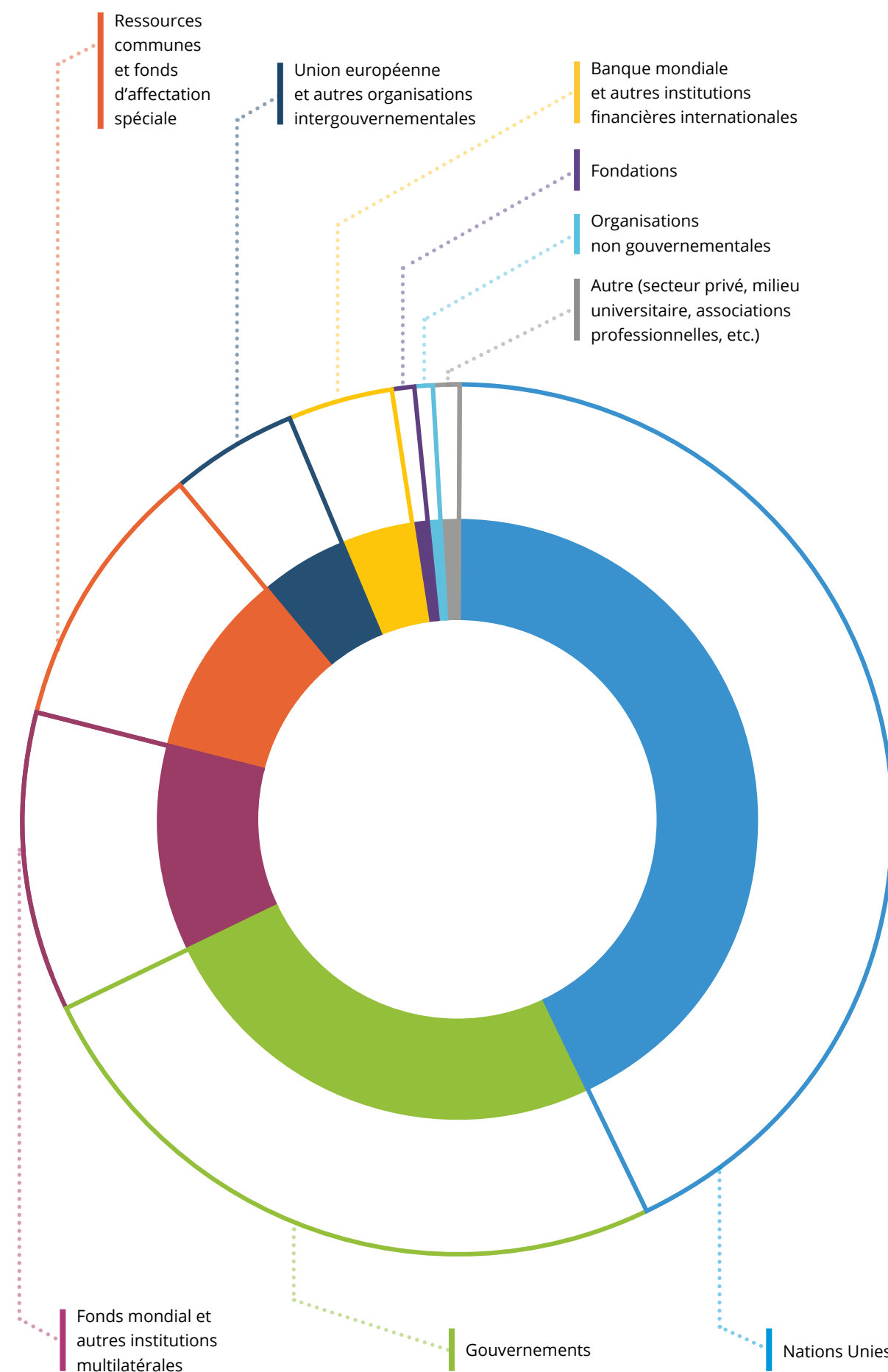
Les partenaires de l'UNOPS choisissent de travailler avec l'organisation afin de compléter ou de renforcer leurs propres capacités, de réduire les risques, de consulter un conseiller impartial et de confiance, ainsi que d'améliorer l'efficacité, la rapidité, la qualité et le rapport coût-efficacité de leurs activités.

En tant que fournisseur de services, l'UNOPS accorde une haute importance aux besoins et aux priorités de ses partenaires,

qui définissent la portée, la nature et le lieu de mise en œuvre de ses activités. Qu'il s'agisse de renforcer des partenariats existants ou d'instaurer un climat de confiance dans le cadre de nouveaux partenariats, l'UNOPS veille à ce que l'ensemble de ses relations repose sur une compréhension mutuelle et la réalisation d'objectifs de développement communs.

Le système des Nations Unies demeure le plus important partenaire de l'UNOPS. En 2016, 43 pour cent des projets mis en œuvre par l'organisation l'étaient pour le compte d'autres agences de l'ONU, dont près de la moitié pour le Département des opérations de maintien de la paix.

La mise en œuvre de projets pour le compte de gouvernements représente également une grande partie des activités de l'UNOPS. En 2016, 25 pour cent des projets réalisés par l'organisation l'étaient pour le compte de gouvernements, les cinq principaux partenaires gouvernementaux de l'UNOPS au cours de l'année étant les États-Unis, l'Éthiopie, le Honduras, le Japon et le Royaume-Uni.





.....
 Dans les régions rurales du Myanmar, en plus de soutenir le développement économique, l'agriculture permet d'améliorer la qualité de vie de millions de personnes. ©UNOPS/John Rae



LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption du Programme 2030 a tracé la nouvelle voie du développement international, qui requiert une vision plus large et inclusive ainsi que la participation de nouveaux acteurs. Sa mise en œuvre va nécessiter des solutions novatrices reposant sur des connaissances de niveau international, une bonne compréhension des différents contextes locaux ainsi que des démarches audacieuses afin de relever les défis qui se posent aux gouvernements et aux collectivités. L'UNOPS cherche à

conclure de nouveaux partenariats et à constamment innover pour transformer ces défis en possibilités et soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'UNOPS estime que le partage du travail, des risques et des bénéfices au moyen de partenariats avec des acteurs non-traditionnels, notamment des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé ou des organismes universitaires, est un élément essentiel à la réalisation du Programme 2030.



Pour obtenir des résultats mesurables dans la réalisation des Objectifs de développement durable, nous devons rassembler les interventions humanitaires, le financement public et le secteur privé autour d'un même effort commun. Un rôle important des Nations Unies est de faciliter de telles alliances. Dans les pays en développement, l'ONU peut favoriser la mise en place de partenariats entre le secteur privé, des donateurs bilatéraux et des gouvernements afin de soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable. »

Nikolaj Gilbert, directeur du groupe des partenariats de l'UNOPS

« Grâce à la mise en place d'un nouveau système d'achats avec l'aide des Nations Unies et de l'UNOPS, nous avons pu effectuer d'importantes économies. Ce système constitue une importante nouveauté qui nous aidera à lutter contre la corruption. »

Juan Orlando Hernández, président du Honduras

« Au cours des dix dernières années, l'UNOPS a soutenu la Banque mondiale dans la mise en œuvre de projets d'une valeur de près d'un milliard de dollars afin d'améliorer l'accès à des services de base et favoriser l'égalité des chances pour les 40 % les plus pauvres des populations des pays en développement. L'UNOPS est l'un des plus importants partenaires onusiens de la Banque mondiale, y compris au sein d'États fragiles, et j'estime que nous pourrions renforcer ce partenariat afin d'encore mieux soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable. »

Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale

« L'ONU Environnement possède une vaste expérience en matière de sciences et de politiques, et l'UNOPS une grande expertise dans la construction d'infrastructures et la gestion de projets. L'union de ces deux organisations crée une alliance unique exerçant une force de changement à l'échelle mondiale qui dépasse de loin la somme de ses parties. »

Erik Solheim, directeur exécutif de l'ONU Environnement

LES CONTRIBUTIONS DE L'UNOPS

« La mise sur pied du bureau de l'UNOPS facilitera l'accès de l'Ukraine à de nouvelles sources de financement grâce à la participation de donateurs institutionnels, d'organisations caritatives et d'associations commerciales internationales. »

Petro Poroshenko, président de l'Ukraine

ENSEMBLE, LE MONDE



L'UNOPS fournit une importante expertise technique aux pays dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Dans des pays tels que le Yémen, l'Iraq, la Somalie ou la Colombie, le soutien technique fourni par l'UNOPS à d'autres agences de l'ONU dans des domaines spécialisés, notamment en matière d'achats, a accéléré la prestation de services de secours à des millions de personnes et, ce faisant, a contribué à créer des sociétés plus stables et sécuritaires. »

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU

« Nous sommes très heureux de collaborer avec l'UNOPS et le ministère britannique du Développement international dans le cadre d'un projet conçu pour fournir des sources d'énergies renouvelables et améliorer la qualité de vie et les moyens de subsistance de compatriotes des régions rurales du pays, en plus d'améliorer les services de santé et l'accès à l'éducation ainsi que de stimuler la croissance des économies locales. »

Ernest Bai Koroma, président de la Sierra Leone

LES SOLUTIONS DE L'UNOPS

« Pour la construction de l'hôpital régional de San Miguel, dans l'est d'El Salvador, nous avons effectué un appel d'offres international transparent sous la supervision de l'UNOPS. Nous avons auparavant fait appel aux services de l'UNOPS pour la construction d'autres infrastructures publiques d'envergure, notamment l'aéroport. L'UNOPS garantit la transparence et la sécurité de nos activités, tel que l'exigent nos lois et procédures. »

Oscar Ortiz Ascencio, vice-président d'El Salvador

Au sujet du projet de Centre de renseignements pour les personnes déplacées en Iraq mis en œuvre par l'UNOPS, l'un des plus grands projets interagences des Nations Unies en son genre :

« Surtout en temps de crise, il est essentiel de diriger les personnes déplacées vers des organisations humanitaires, ce que le Centre de renseignements pour les personnes déplacées en Iraq fait avec simplicité et grande efficacité. »

Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, HCR

S'adressant au Conseil de sécurité des Nations Unies en octobre 2016, Stephen O'Brien a salué le travail du Mécanisme de vérification et d'inspection pour le Yémen, géré par l'UNOPS :

« Appuyons enfin quelque chose qui fonctionne : le Mécanisme de vérification et d'inspection pour le Yémen a autorisé le déchargement de plus de 190 navires transportant plus de trois millions de tonnes métriques de denrées alimentaires, de carburant et de marchandises générales. »

Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires

ENSEMBLE, LE MONDE



L'UNOPS est membre de la communauté **GOLD** et soutient la mission de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance qui, grâce à ses normes de production de rapports de développement durable et à son vaste réseau de partenaires, vise à faciliter la prise de décisions en faveur d'un monde et d'une économie plus durables.



VOTRE OPINION EST IMPORTANTE POUR NOUS !

Si vous avez des questions, commentaires ou suggestions concernant cette publication, veuillez écrire à l'adresse sustainability@unops.org.

Pour en savoir plus, consultez le www.unops.org.

POUR NE RIEN RATER



Les cartes dans cette publication sont présentées à titre indicatif et ne représentent en rien l'opinion de l'UNOPS concernant le statut juridique de quelque pays ou territoire que ce soit ou concernant la délimitation des frontières.

CERTIFICATIONS

L'UNOPS compare constamment ses résultats à ceux d'organismes externes et s'efforce d'obtenir la certification de ses processus et d'adopter des normes et meilleures pratiques reconnues internationalement.

GESTION DE PROJETS



ACHATS



INFRASTRUCTURES



DURABILITÉ



SANTÉ ET SÉCURITÉ



TRANSPARENCE



GESTION DE LA QUALITÉ



